



RÉPONSES

Réduire les POLLUTIONs en Santé Environnement

REVUE DE PRESSE RÉPONSES 2022

Mis à jour le 31.12.2022





Bouches-du-Rhône : Comment sont scrutés les risques industriels du pourtour de l'étang de Berre

INDUSTRIE Le pourtour de l'étang de Berre est la seconde concentration française de sites industriels comportant des risques. Après l'incendie qui continue de ravager un centre de tri de déchets de Saint-Chamas, se pose la question de la gestion des risques



Alexandre Vella | Publié le 09/01/22 à 09h35 — Mis à jour le 09/01/22 à 09h35



Le site de Saint-Chamas, après le gros de l'incendie — *Nicolas TUCAT / AFP*

- L'incendie d'un centre de déchets de Saint-Chamas rappelle que les activités qui bordent le pourtour de l'étang de Berre ne sont pas sans risque. C'est d'ailleurs la deuxième concentration en sites Seveso de France.
- Une surveillance citoyenne signale les événements particuliers « une odeur inhabituelle, des picotements, une irritation ».
- Les réseaux sociaux sont une arme pour révéler ces incidents car l'information y circule très vite et les industriels sont contraints d'agir.

Incendie, fuite d'hydrocarbure, torchage... D'incidents bénins en accidents potentiellement dramatiques, les activités [industrielles](#) concentrées autour de l'étang de Berre, à l'ouest de [Marseille](#), ne sont pas sans risque. Dernier (triste) exemple en date, [l'incendie le 26 décembre dernier d'un centre de tri de déchets](#) à Saint-Chamas. Celui-ci, toujours en cours à l'heure d'écrire cet article, a généré une pollution atmosphérique importante, comparable aux pics de pollution d'une ville comme Pékin. Moins grave, mais tout aussi récent, [une fuite d'hydrocarbure](#), qui « se mesure plus en litres qu'en mètres cubes », indiquait à *20 Minutes* l'industriel, est survenue depuis la raffinerie Total de La Mède. Des événements aux conséquences respectives sans comparaison mais qui incitent à s'interroger sur la gestion des risques de ces derniers.

Le pourtour de l'étang de Berre est, avec une quarantaine d'installations classées, [la seconde concentration*](#) de sites [Seveso](#) de France, après l'estuaire de la Seine, note la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement). Sous les ordres de la préfecture, ses agents effectuent des visites et contrôlent ainsi la sécurité de ces sites industriels. Contactée, la préfecture des Bouches-du-Rhône n'a pas été en mesure en quatre jours de communiquer le nombre d'inspections réalisées en 2021.

Un « manque de transparence de la préfecture », s'inquiète un habitant

Ce qui ne signifie pas pour autant que les autorités n'agissent pas. En septembre dernier, peu après [une condamnation du géant de l'aciérie ArcelorMittal](#) pour des émissions de polluants non conformes et un énième incident, [la préfecture avait pressé l'industriel à engager](#) « des actions fermes de nature à mettre un terme définitif à ces incidents répétés ». De même, dix jours avant le sinistre du centre de tri de Saint-Chamas, celle-ci avait pris un arrêté, mettant en demeure l'exploitant de revenir à un niveau de stockage inférieur à 1.000 m³ – il y en avait alors près de 30.000 – avant le 31 décembre.

Quelques exemples d'actions qui ne convainquent toutefois pas les habitants exposés. Pascal Teracher, un habitant de Saint-Chamas, estime que « la préfecture n'a pas mis en place ce qu'il fallait pour éviter l'incendie ». Il s'étonne « des autorisations délivrées sans surveillance efficace », et s'inquiète d'un possible « manque de transparence de la préfecture ». « Il peut très bien y avoir eu des déchets dangereux entreposés », estime-t-il. C'est pourquoi, avec un ami ingénieur qui a conçu des capteurs, il a décidé d'effectuer ses propres mesures.

1.488 signalements à Atmosud en 2021

Scruter la pollution dans les airs, voilà ce dont s'occupe Atmosud. « Nous effectuons une surveillance avec les citoyens », explique Dominique Robin, son directeur. Avec la FNE (France nature environnement), ils ont rapidement déployé quelques capteurs dans la zone. Voilà pour les actions une fois les incidents survenus. Mais au quotidien, il s'appuie sur un réseau d'une quinzaine de stations réparties autour de l'étang de Berre et surtout sur la surveillance citoyenne qui peut signaler des événements [à l'aide d'une application](#). « En 2021, nous avons reçu 1.488 signalements dans les Bouches-du-Rhône », détaille Dominique Robin. « Cela peut-être une odeur inhabituelle, une couleur de fumée qui sort de l'ordinaire, des picotements, une irritation... » Lui est plutôt serein sur la révélation des incidents. « Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, l'information circule très vite. Les industriels n'ont plus trop le choix et on ne peut pas tous les mettre dans le même sac ».

Pour rassurer les habitants et faire le lien avec les industriels et les autorités le SPPPI (secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles) du pourtour de l'étang de Berre a mis en place en 2019, le [dispositif « Réponses »](#) (réduire les pollutions en santé environnement), une action unique en France. « Il s'agit de répondre aux préoccupations, besoins et attentes des habitants. Pour cela une vaste concertation a été lancée dans 21 communes », indique Gwenaëlle Hourdin, sa déléguée générale. Une initiative qui a énoncé « 120 attentes, occasionnant 137 réponses », précise Gwenaëlle Hourdin. C'est ainsi que la SPPPI a pu flécher comme « réponses » divers programmes, allant d'un plan de contrôle alimentaire renforcé, au déploiement sur la zone Golfe de Fos-sur-Mer, au déploiement d'une filière hydrogène en passant par la promotion du vélo.

**Seveso : De seuil haut ou de seuil bas, cette nomenclature permet d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs.*

Présidentielle 2022

L'écologie, un impératif qui ne s'impose pas

Reconnue par tous, citoyens et candidats, comme essentielle, la question environnementale préoccupe moins que d'autres. La région condense paradoxes et interrogations

Tous, hormis Éric Zemmour, ont fait de "l'impératif écologique" une ligne de conduite. Certains, à l'image de l'écologiste Yannick Jadot, en font le postulat de leurs politiques publiques, d'autres le corollaire indispensable, d'autres encore, une imposante nécessité. Du communiste Fabien Roussel qui y voit "un nouveau modèle de développement" à la nationaliste Marine Le Pen qui mise sur les circuits courts et le bien-être animal, chaque prétendant a sa clé. Elle ouvre sur une préoccupation majeure des jeunes générations, moins angoissées que leurs aînées par le pouvoir d'achat, la santé ou la sécurité. La porte grince lorsqu'il s'agit d'élargir la campagne présidentielle à la question environnementale. Elle est pourtant, si l'on suit la logique des plus convaincus, incontournable. "Imposons le bénéfice climatique comme le seul critère d'action publique", alertait samedi Yannick Jadot à Lyon, lors de la présentation de son programme.

Tenant d'une ligne plus pragmatique que ses concurrents dits "radicaux" chez les verts, l'eurodéputé fait infuser l'idée que le respect de l'environnement sert à "protéger le vivant", donc à "manger sainement" en respectant des circuits commerciaux courts, à "mieux se soigner" en respirant mieux, à

économiser l'énergie en favorisant l'isolation des logements et le renouvelable... Au final, à "mieux vivre ensemble". Une "société du bonheur" revendiquée chez Fabien Roussel aussi, mais qui se heurte au quotidien. Difficile de prôner la joie de vivre lorsque dure la crise sanitaire, que s'annoncent les crispations sociales et religieuses, les angoisses économiques et identitaires. La campagne d'Emmanuel Macron, où il cherchera à mettre en avant un bilan volontariste et fisonnant au moins dans les intentions, même s'il est décrié par les militants environnementaux, s'annonce cocasse.

Petit pays de cinq millions d'habitants où les montagnes se reflètent dans le littoral et où les zones industrielles coupent paysages agricoles et réserves naturelles, notre région condense les enjeux climato-logiques. Inondations meurtrières dans le Var et eaux qui montent en Camargue, enneigement chaque année moindre dans les Alpes et acidification d'une Méditerranée à l'incroyable biodiversité malmenée, pollutions sur l'étang de Berre et vendanges de plus en plus précoces en Vaucluse... Nous multiplions les reportages chaque semaine dans ces colonnes. Les éclairages que nous vous proposons cette fois sont des indicateurs.

François TONNEAU



QUALITÉ DE L'AIR

Les drones, nouvel outil de mesure



Atmosud a testé l'utilisation de drones pour mesurer les taux de soufre dégagés par les navires.

C'est une nouveauté dans la boîte à outils de la mesure de la qualité de l'air. Utilisés durant les deux derniers étés dans la baie de Marseille et la rade de Fos-sur-Mer par Atmosud, dans le cadre d'une étude baptisée "Scipper", en projet à Fos-sur-Mer où l'association ADPIGF présidée par Daniel Moutet met au point un appareil avec la société Cambulle et l'Institut écocitoyen, les drones ne vont pas encore tout révolutionner. "Mais ils vont permettre d'améliorer nos connaissances, explique Philippe Chamaret, directeur de l'Institut écocitoyen de Fos. Notamment pour mieux comprendre les changements chimiques qui se produisent à la sortie d'une cheminée industrielle, lorsque le gaz émis entre en contact avec l'air." Le projet fosséen, ambitieux, encore au stade expérimental, résonne avec l'étude d'Atmosud: "Il s'agissait d'étudier la pollution émise par des navires en marche, et pas seulement amarrés au port de Marseille", commente son directeur Dominique Robin. Les données de l'été 2021 sont encore appelées à être analysées par des scientifiques, mais

celles de 2020 ont apporté leur lot d'enseignements. "Ces tests nous ont permis de vérifier la faisabilité du procédé, et d'avoir des premiers résultats", note Dominique Robin. Ils complètent les contrôles faits à bord, permettent de vérifier que les navires utilisent des carburants à la bonne teneur en soufre.

Ces nouvelles études abonderont la littérature sur la qualité de l'air dans les Bouches-du-Rhône. En 2018, l'étude Scenarii, pilotée par l'État, la plus complète à ce jour, avait pu démontrer toute la complexité du phénomène particulièrement dans une large moitié ouest du département, englobant la zone Fos-Étang de Berre. Si l'industrie est souvent montrée du doigt, avec ses panaches et ses incendes qui émaillent la vie quotidienne des habitants, la circulation automobile n'est pas en reste. Marseille est concernée, et la pollution suit particulièrement les tracés des autoroutes, comme des villes les plus fréquentées. Les liens entre pollution de l'air et impact sur la santé ne faisant plus de doute, l'agence régionale de santé

doit lancer dans les mois qui viennent un registre des cancers. Autant de données qui peuvent faire peur, et donner une image négative de la qualité de vie à l'ouest des Bouches du Rhône. "Il y a un vrai paradoxe entre la perception de notre zone, et la qualité de vie qui est proposée aux habitants, note cependant Jean Hetsch, maire de Fos-sur-Mer, avec des services qui n'existent pas forcément ailleurs, à des prix souvent réduits au maximum."

Dans des villes, qui ont prospéré au pays de l'or noir et de la sidérurgie, souvent auréolées de labels "verts" (quatre fleurs pour Istres et Martigues, pavillon bleu à Fos comme ailleurs), conjuguer industrie et préservation de l'environnement est un challenge qui dure depuis des dizaines d'années. Mais le chantier de la qualité de l'air perdure, avec des nouveautés attendues, et des débats apaisés notamment grâce au dispositif "Réponses", qui permet depuis deux ans de concilier attentes de la population et actions des industriels.

E.G.

DANS LA RÉGION SUD

- 4 parcs nationaux
- 9 parcs régionaux
- 10 réserves naturelles nationales
- 7 réserves naturelles régionales
- 4 réserves biosphère

Chaque année on recense dans la région PACA 4 500 décès liés à la pollution aux particules fines.

Avec 4,62 kg/ha, Paca fait partie des régions qui achètent le plus de pesticides



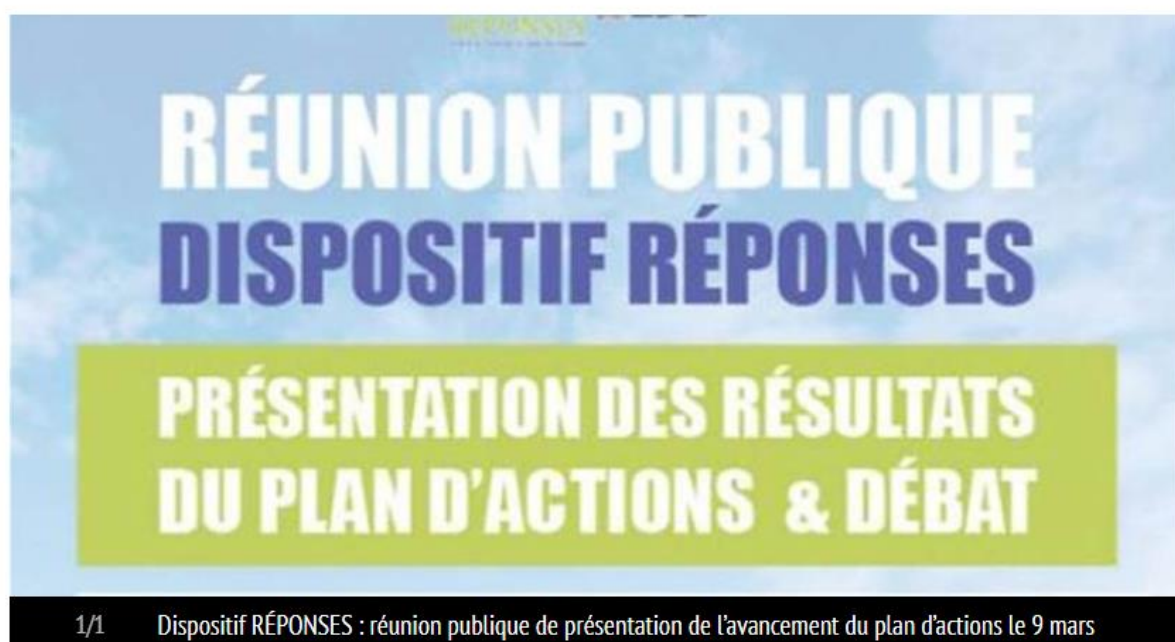


Dispositif RÉPONSES : réunion publique de présentation de l'avancement du plan d'actions le 9 mars

ENVIRONNEMENT

🕒 24/02/2022 À 11H00

🕒 01:11



Depuis trois ans, RÉPONSES travaille à mieux écouter la parole des riverains, à recueillir les attentes et les préoccupations du territoire de l'Étang de Berre, et coconstruire des réponses et des solutions concrètes à ces attentes. Aujourd'hui, ce sont 135 actions, mises en place par les acteurs du territoire (Associations, collectivités, État & établissements publics, industriels et salariés) qui constituent le plan d'actions du dispositif RÉPONSES visant à améliorer la qualité de l'air et la santé-environnement et pour répondre aux attentes des habitants des 21 communes de l'arrondissement d'Istres

Comme chaque année, les acteurs de RÉPONSES s'engagent à rendre des comptes et à présenter les résultats de leurs actions. Pour clôturer cette année de travail, ils donnent rendez-vous aux citoyens et acteurs du territoire : **mercredi 9 mars 2022, à 18h, à Martigues, Villa Khariessa, avenue Charles de Gaulle**, pour présenter les résultats de ce travail, débattre des conclusions et préparer les étapes suivantes.

Cette réunion publique sera l'occasion d'échanger en toute convivialité. Franck Pourcel donnera son regard singulier sur l'étang de Berre à travers une exposition de ses œuvres photographiques. Réunion publique gratuite et ouverte à tous, sur inscription préalable par mail à contact@dispositif-reponses.org

Pollution industrielle : « Réponses » fait progresser l'esprit de dialogue

Ce 9 mars à Martigues, les acteurs du dispositif « Réponses » de lutte contre les pollutions en santé-environnement débattent des avancées du plan d'action.



J.-C. Barla - Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles de Paca.

ECONOMIE | Publié le 09 mars 2022 à 09h00, Jean-Christophe Barla

Le résultat a surpris Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais il est motif d'espoir : « *Quand nous avons interrogé 1 300 personnes sur leur ressenti en mai-juin 2021, 79 % ont admis que chaque individu, soi y compris, peut agir contre président, d'un élu tout seul, une action réellement transformatrice. C'est la possibilité d'agir collectivement qui change la donne. "Réponses" est peut-être perfectible, mais cet outil de dialogue fait avancer les choses.* »

A lire aussi | « Réponses » soulève de nouveaux questionnements

Ce 9 mars à 18 h, à la villa Khariessa à Martigues, le SPPPI qui coordonne le dispositif lancé en 2019 détaillera avec d'autres acteurs du projet, les progrès des 135 actions issues des attentes exprimées par les habitants et usagers des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du Golfe de Fos. Toujours avec cette volonté d'aller plus loin dans l'écoute, la pédagogie... « *Montrer à chacun que ses préoccupations débouchent sur des actions concrètes, qu'un suivi est effectué par les associations, que chaque "fiche-action" est commentée en toute transparence, participe à l'instauration d'un climat de confiance* », insiste Gwénaëlle Hourdin.

Vaste champ d'implication citoyenne

L'existence de « Réponses » n'empêche ni la virulence ponctuelle d'élus, de riverains ou d'associations lorsqu'une usine affronte un incident, ni des échanges vifs au sein du comité de pilotage, mais le dialogue franc et direct contribue à atténuer les conflits. *« Dans ce dispositif, les institutions sont incarnées. On réfléchit collectivement, on entend les contraintes et obligations des uns et des autres, on prend ses responsabilités et on s'attache à construire un territoire ensemble. Aujourd'hui, vouloir agir sans les citoyens, c'est agir contre eux. Ce champ de participation citoyenne, il faut le prendre à bras le corps ».*

Les comportements évoluent. Les industriels avaient élaboré l'été dernier une fiche sur les torchages des usines. **LyondellBasell** a complété l'initiative fin janvier par **une vidéo** sur l'utilité de ces torches pour préserver la fiabilité des installations pétrochimiques. La mairie de Martigues s'est dotée d'un poste santé-environnement pour s'emparer de la question. Avec **Atmosud** et d'autres partenaires, l'étude « Mistral » sur le lien entre allergies, pollens et pollution sur Marseille, Aix et Etang de Berre a été lancée. Elle devait constituer un échantillon témoin de population. *« Nous avons relayée l'initiative. "Réponses" ne porte pas tout, mais de nombreux signaux attestent que l'enjeu est de mieux en mieux pris en compte ».*

A lire aussi | [Le dispositif « Réponses » à l'assaut des rejets polluants](#)

Approfondir à froid

A l'automne, l'outil numérique interactif **RecoSanté** a été enrichi pour connaître l'état de l'environnement sur sa commune et adopter les bonnes attitudes pour limiter les effets de la pollution sur sa santé. Des citoyens ayant souhaité la prise en compte des nuisances sonores, l'Observatoire de l'Environnement Sonore de la Métropole s'occupe désormais des mesures permanentes et ponctuelles du bruit dans les zones les plus exposées, des moyens de le traiter...

Le SPPPI a dû aussi expliquer ce que n'était pas « Réponses » après l'incendie du dépôt d'ordures à Saint-Chamas fin décembre, avec ses impacts sur la qualité de l'air. *« Nous ne sommes pas un outil de gestion de crise, nous nous inscrivons dans le long terme pour discuter des sujets à froid, les approfondir. Aujourd'hui, 50 % des 135 actions sont engagées ou se poursuivent, 37 % ont déjà obtenu des résultats en 2021, 8 % sont soldées... Le nombre d'organismes impliqués dans le portage d'actions a bondi de 29 à 45, nous sommes allés chercher la parole de seniors, de jeunes, de personnes défavorisées, pour les écouter aussi. Le panel citoyen a été renforcé. La concertation, ce n'est pas de la communication »,* confie Gwénaëlle Hourdin.

Venu découvrir « Réponses » le 28 février dernier, Marc Fesneau, ministre chargé des Relations avec le parlement et de la participation citoyenne, a jugé l'expérience utile et intéressante. D'autres bassins industriels pourraient demain s'en inspirer...



Les Nouvelles Publications

4 103 abonnés

1 h •



Ce 9 mars à Martigues, les acteurs du dispositif « Réponses » de lutte contre les pollutions en santé-environnement débattent des avancées du plan d'action.

cc [SPPPI PACA](#) [Gwenaëlle Hourdin](#) [AtmoSud](#)



Pollution industrielle : « Réponses » fait progresser l'esprit de dialogue

[nouvellespublications.com](#) • Lecture de 3 min.

2

J'aime

Commenter

Partager

Envoyer

09:08 ↖

📶 4G 🔋



Tweet



Les Nouvelles Publications
@Les_NP13



Ce 9 mars à Martigues, les acteurs du dispositif « Réponses » de lutte contre les pollutions en santé-environnement débattent des avancées du plan d'action nouvellespublications.com/reponses-fait-... cc [@SPPPIPACA](https://twitter.com/SPPPIPACA)



nouvellespublications.com
Pollution industrielle : « Réponses » fait progresser l'esprit de dialogue

09:07 · 09/03/2022 · [Twitter Web App](#)

1 Retweet 1 J'aime

Tweetez votre réponse.





Micro France Bleu © Radio France

Économie - Social

La nouvelle économie en Provence

Par France Bleu Provence

Du lundi au vendredi à 7h16

PODCASTS



Chaque jour à 7h17, votre radio s'intéresse à une entreprise emblématique de notre région...

La nouvelle économie en Provence (France Bleu Provence, 10 mars 2022)



Vendredi 11 Mars 2022
www.laprovence.com

Martigues

5

DROITS DES FEMMES

Une marche pour l'égalité

Dans le cadre des journées pour les droits des femmes, une grande marche de l'égalité est programmée samedi 12 mars, au départ des trois communes membres du Pays de Martigues: de la ZAC des étangs, Saint-Mitre, à 8 h 30; du quai de la liberté, anse Aubran, Port-de-Bouc, à 9 h 30; et du stade de Croix-Sainte, Martigues, à 10 h. Tous se rejoindront devant l'hôtel de l'agglomération, rond-point de l'hôtel de ville, à 11h, où plusieurs animations sont prévues. Retour en bus vers les points de départ à 12h.

→ **Événement ouvert à tous.** 04 42 04 93 47.

/ PHOTO MC.



DES PLACES À GAGNER

"Jujutsu Kaisen Movie"

Le multiplexe Le Palace projette en avant-première le film d'animation Jujutsu Kaisen Movie 0, dimanche 13 mars à 18 h, en V.O. Enfant, Rika Orimoto a perdu la vie sous les yeux de Yuta Okkotsu. Ils s'étaient promis de se marier une fois grands. Depuis, Rika vient hanter Yuta qui a même souhaité sa propre mort après avoir souffert des années de cette malédiction. Jusqu'au jour où il est accueilli dans l'école d'exorcisme. La Provence vous offre votre place, pour cela il suffit de nous contacter aujourd'hui, dès 14 h 30, au 04 42 04 23 40.



"Réponses" rend des comptes

Le dispositif, qui vise à répondre aux inquiétudes des habitants face à la pollution de l'air, a présenté son bilan 2021

Pour la deuxième fois depuis sa création, le dispositif Réponses a fait le bilan de ses activités mercredi soir, à la villa Kharissou, en présence de partenaires et d'acteurs du projet, des élus aux habitants en passant par les industriels et les services de l'État. Avec un fort accent mis sur la méthodologie de la démarche et sur son avenir.

Réponses, émanation du SPP-PI*, a été créé en 2019, pour répondre aux inquiétudes liées à



En 2021, Réponses a recensé une vingtaine de nouvelles attentes chez les habitants.

Des questions en suspens du côté des habitants

Si le dispositif Réponses est désormais actif et bien ancré, il en faudra visiblement plus pour rassurer les riverains du pourtour de l'étang de Berre. Dès la fin de la présentation du bilan par Gwénaëlle Hourdin, les questions du public étaient en grande partie adressées à Bruno Ribo, président d'ArcelorMittal Méditerranée. Ce dernier avait été invité à prendre la parole le premier, assurant que l'aciérie s'engageait, via des investissements massifs (en partie assumés par l'État), à diminuer drastiquement la pollution générée par son activité ces prochaines années, jusqu'à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Tout en déplorant un nouvel incident dans la nuit du 8 au 9 mars, entraînant de nouveaux rejets de gaz. (lire ci-dessous).

Un habitant de Sausset a ouvert le bal, souhaitant connaître l'origine des mauvaises odeurs qu'il sent certains week-ends. Les analyses d'air confirmaient une diminution de nombreux éléments polluants, affirme en réponse un représentant d'AtmoSud. Ce constat ne tarit pas les interrogations: "Est-ce que Réponses participe vraiment à la diminution de la pollution? questionne un habitant de Martigues. Oui, les fiches réponses sont bien faites, on est bien ancré dans les mesures communicationnelles, mais la pollution, elle baisse ou pas? Plus véhément, un autre riverain s'indigne: "Quand j'entends le di-

recteur d'Arcelor, je ne suis pas satisfait. Il ne faut pas se raconter d'histoires, les cancers, de Port-Saint-Louis à Berre, c'est catastrophique. J'ai parlé avec beaucoup de médecins, ils sont aussi catastrophés. Il y a une usine dangereuse pour notre santé, c'est ça qu'il faut régler."

Un médecin, justement, présent dans l'assemblée, a de son côté fait remarquer que la demande d'établissement d'un registre des cancers, portée effectivement par Réponses, ne date pas d'hier: "Je l'ai déjà demandé il y a 34 ans, ça avait été balayé d'un revers de main par la préfecture. 34 ans après, on pose toujours cette question. Nous constatons une hausse des cancers, des infarctus, des AVC. Nous insistons à la proximité des usines." Et d'attaquer des décisions de politique d'aménagement du territoire: "État-ce raisonnable de faire venir vivre 200 000 personnes à l'ouest de l'étang de Berre? Je pense que non. Il fallait expliquer aux familles que si elles ne paieraient pas d'impôts, il y aurait quand même des inconvénients... Nous sommes dans une région difficile. Je suis désolé."

Avec une cinquantaine d'industries classées Seveso, dont 37 seuil haut, deux hauts fourneaux, trois raffineries (la France métropolitaine en compte huit au total), il faudra sans doute plus que des dispositifs de dialogue pour rassurer la population quant aux dangers de la pollution de l'air.

M.P.

1300

Le nombre de personnes entendues par Réponses en 2021.

la pollution de l'air, alimentées en 2017 par l'alarmante étude Fos-EPSEAL, qui pointait la sur-représentation des cas d'asthme cumulatif, des cancers et des diabètes sur la zone. L'objectif? "Écouter les populations, recueillir les attentes et y répondre de façon concrète", résume Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI Paca. Et ce, grâce à un outil rassemblant associations, habitants, industriels, salariés, collectivités et services de l'État.

Le cru 2019 avait permis à Réponses de rencontrer environ 600 personnes, qui ont fait remonter 120 attentes. 127 actions ont alors été lancées sur les 21 communes du pourtour de l'étang. En 2021, une subvention a donc relancé la machine une deuxième fois. 1300 personnes ont été entendues, qui ont fait remonter une vingtaine de nouvelles attentes.

"Ça montre que notre plan d'action initial était assez complet", remarque Gwénaëlle Hourdin. Par ailleurs, Réponses peut désormais compter sur 45 porteurs de projets, contre 31 en 2019.

Les actions découlant de toute cette lourde démarche, présentées sur la plateforme en ligne du projet, visent plusieurs fronts: accentuation de la place de la nature dans la ville de Miramas, via notam-

ment le développement de jardins partagés et de l'agriculture urbaine; intensification de l'effort sur les études concernant la qualité de l'air via l'organisme AtmoSud; encouragement du développement des transports en commun à direction de l'aéroport; étude sur le vieillissement des installations industrielles du pourtour de l'étang de Berre... 8 % de cessations ont déjà été menées à bien, et 3 % ont été abandon-

nées, souvent faute de financements. Comme le projet d'établissement d'un cadastre des maladies professionnelles.

À l'avenir, Réponses souhaite développer encore ses outils de communication (réseaux sociaux, micros-trottoirs, réunions publiques...) et les adapter aux différents cibles, pour toucher en particulier davantage les jeunes. Et pérenniser le mécanisme de dialogue mis en place depuis 2019: "On ne pourra pas financer cette démarche d'envergure tous les ans", constate Gwénaëlle Hourdin, tout en exprimant le souhait de "poursuivre l'ancrage sur le territoire".

Nicolas PIRE

*Société publique permanente pour la prévention des pollutions industrielles, organisation collégiale rassemblant État, collectivités, associations, industriels et syndicats.

Nouvel incident à ArcelorMittal

Le moment était bien choisi pour partager la nouvelle: Bruno Ribo, président d'ArcelorMittal Méditerranée, a annoncé un nouvel incident survenu sur l'aciérie mercredi, à 3 h 15 du matin, et qui a notamment entraîné l'émission de gaz de cokerie. Un incident "similaire aux autres survenus à la cokerie l'an dernier" a détaillé le président, et dus à l'absence d'un système de sécurité adéquat sur une installation qui a plus de 50 ans. Il a tout de même précisé que ce système devrait être opérationnel d'ici l'été, après un investissement de 1,5 million.

PODCASTS : L'INVITE MARTIGUES





www.tpbm-presse.com

ENTREPRENDRE
La nouvelle
organisation
d'Erilia

TERRITOIRE
Les grands
travaux de
Caderousse

N°1434

Mercredi 16 mars 2022

0,90 EURO/ ABONNEMENT : 20 EUROS
TPBM - SEMAINE PROVENCE

LA ROBINE-SUR-GALABRE SE RÉINVENTE



COTISATION ANNUELLE	BNC BIC
Individuel	169 € TTC /an
Société	338 € TTC /an
Micro	36 € TTC /an

arapl
provence & var



© J.-C. Baria

GWÉNAËLLE HOURDIN (SPPPI PACA)

Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, évoque le dispositif « Réponses ».

RETROUVEZ-NOUS
SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

 @TPBmpaca

 TPBMpresse

 TPBM paca

ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER
www.tpbm-presse.com/newsletter/

POLLUTION INDUSTRIELLE

« Réponses » fait progresser l'esprit de dialogue

Ce 9 mars à Martigues, les acteurs du dispositif « Réponses » de lutte contre les pollutions en santé-environnement ont débattu des avancées du plan d'action.



© J.-C. Barla

Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le résultat a surpris Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais il est motivé d'espoir : « Quand nous avons interrogé 1 300 personnes sur leur ressenti en mai-juin 2021, 79 % ont admis que chaque individu, soi y compris, peut agir contre la pollution. Les gens n'attendent pas d'un président, d'un élu tout seul, une action réellement transformatrice. C'est la possibilité d'agir collectivement qui change la donne. "Réponses" est peut-être perfectible, mais cet outil de dialogue fait avancer les choses. »

Le 9 mars, à la villa Khariessa à Martigues, le SPPPI, qui coordonne le dispositif lancé en 2019, a détaillé avec d'autres acteurs du projet, les progrès des 135 actions issues des attentes exprimées par les habitants et usagers des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du golfe de Fos. Toujours avec cette volonté d'aller plus loin dans l'écoute, la pédagogie... « Montrer à chacun que ses préoccupations débouchent sur des actions concrètes, qu'un suivi est effectué par les associations, que chaque "fiche-action" est commentée en toute transparence, participe à l'instauration d'un climat de confiance », insiste Gwénaëlle Hourdin.

VASTE CHAMP D'IMPLICATION CITOYENNE

L'existence de « Réponses » n'empêche ni la virulence ponctuelle d'élus, de riverains ou d'associations lorsqu'une usine affronte un incident, ni des échanges vifs au sein du comité de pilotage, mais le dialogue franc et direct contribue à atténuer les conflits. « Dans ce dispositif, les institutions sont incarnées. On réfléchit collectivement, on entend les

contraintes et obligations des uns et des autres, on prend ses responsabilités et on s'attache à construire un territoire ensemble. Aujourd'hui, vouloir agir sans les citoyens, c'est agir contre eux. Ce champ de participation citoyenne, il faut le prendre à bras-le-corps. »

APPROFONDIR À FROID

Les comportements évoluent. Les industriels avaient élaboré l'été dernier une fiche sur les torchages des usines. LyondellBasell a complété l'initiative fin janvier par une vidéo sur l'utilité de ces torches pour préserver la fiabilité des installations pétrochimiques. La mairie de Martigues s'est dotée d'un poste santé-environnement pour s'emparer de la question. Avec Atmosud et d'autres partenaires, l'étude « Mis-

« On réfléchit collectivement, on entend les contraintes et obligations des uns et des autres, on prend ses responsabilités et on s'attache à construire un territoire ensemble. Aujourd'hui, vouloir agir sans les citoyens, c'est agir contre eux. Ce champ de participation citoyenne, il faut le prendre à bras-le-corps », résume Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI Paca.

tral » sur le lien entre allergies, pollens et pollution sur Marseille, Aix et étang de Berre a été lancée. Elle devait constituer un échantillon témoin de population. « Nous avons relayé l'initiative. "Réponses" ne porte pas tout, mais de nombreux signaux attestent que l'enjeu est de mieux en mieux pris en compte. » A l'automne, l'outil numérique interactif RecoSanté a été enrichi pour connaître l'état de l'environnement sur

sa commune et adopter les bonnes attitudes pour limiter les effets de la pollution sur sa santé. Des citoyens ayant souhaité la prise en compte des nuisances sonores, l'Observatoire de l'environnement sonore de la Métropole s'occupe désormais des mesures permanentes et ponctuelles du bruit dans les zones les plus exposées, des moyens de le traiter...

Le SPPPI a dû aussi expliquer ce que n'était pas « Réponses » après l'incendie du dépôt d'ordures à Saint-Chamas fin décembre, avec ses impacts sur la qualité de l'air. « Nous ne sommes pas un outil de gestion de crise, nous nous inscrivons dans le long terme pour discuter des sujets à froid, les approfondir. Aujourd'hui, 50 % des 135 actions sont engagées ou se poursuivent, 37 % ont déjà obtenu des résultats en 2021,

8 % sont soldées... Le nombre d'organismes impliqués dans le portage d'actions a bondi de 29 à 45, nous sommes allés chercher la parole de seniors, de jeunes, de personnes défavorisées, pour les écouter aussi. Le panel citoyen a été renforcé. La concertation, ce n'est pas de la communication », confie Gwénaëlle Hourdin.

Venu découvrir « Réponses » le 28 février dernier, Marc Fesneau, ministre chargé des Relations avec le Parlement et de la Participation citoyenne, a jugé l'expérience utile et intéressante. D'autres bassins industriels pourraient demain s'en inspirer...

Jean-Christophe Barla
jchbarla@dartybox.com



ÉTANG DE BERRE DES CITOYENS À CONVAINCRE

L'instauration d'un dispositif pionnier de dialogue collectif ouvre l'espoir d'une réindustrialisation apaisée autour de l'étang de Berre.

Almoud, l'engouement de mesure de la qualité de l'air en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ancrage des usines du gouverneur de l'étang de Berre et du golfe de Fos n'ont jamais aussi peu pollué. Pourtant, ce progrès constant n'est méconnu des populations, inquiètes des conséquences de leurs émissions sur la santé et l'environnement. Comment réindustrialiser la France si chaque projet provoque des oppositions ? Les tensions sont parfois telles que des élus reculent. La métropole d'Air-Marseille-Provence a lâché Sabès, partenaire d'Airbus Helicopters pour le traitement de surfaces fibre « sensible ». Des maires confient ne plus vouloir d'entreprise économique. Provence Promotion vante l'attractivité des Roches-les-Bains, avec plus de 80 projets implantés en 2021. Pour résoudre le dilemme. Mais et expérimentations industrielles. Le territoire peut servir de plate à une modernisation industrielle restaurée. Et acceptée.

SABÈS, VICTIME COLLATÉRALE

Après, en 2017 à Marseille, s'empare à l'échelle d'ici à 2023 de l'usine PMA à l'origine de 15 millions d'euros de pollution au chrome 6 des eaux méditerranéennes. Sabès souffre de l'absence de soutien de l'État et de l'absence de soutien de la région. Le groupe de Sabès, victime collatérale de la modernisation de l'industrie, est le plus grand fabricant de pièces aéronautiques en France. Le groupe de Sabès, victime collatérale de la modernisation de l'industrie, est le plus grand fabricant de pièces aéronautiques en France.

Souvent dans la ligne de mire, à Marseille pour les paquebots et dans la région pour les avions, le Grand port maritime de Marseille (GPM) investit pour tenter de concilier ses intérêts et les revendications des citoyens. Il ébauche des projets, encourage l'essai de transport fluvial et feré pour réduire les flux de poids lourds, mise sur l'hydrogène vert et soutient, avec l'Ademe, des projets de R&D comme la valorisation du CO₂ des fumées industrielles par la culture de micro-algues transformables en biocarburants (Vasco).

Modernisation à accuser et non pas à accepter, c'est ce qu'il faut dire. Le directeur général de Sabès, en quête d'une alternative avec l'État et Airbus Helicopters d'ici à la fin du premier trimestre.

LES CHANGEMENTS DE L'ÉTANG

L'État et les collectivités locales peuvent mettre en place des conditions et des infrastructures propices à l'installation d'industries, parce que les industriels choisissent toujours d'aller là où ce sera le plus simple.



Hervé Marini, directeur de site | représentation de l'État (Provence-Alpes-Côte d'Azur)

Les industriels réclament aussi une simplification des règles et un encouragement étatique marqué pour les initiatives d'économie circulaire. Kenbouz, Auget, Azechard, TotalEnergies... s'y sont mis. Le caduc du bilan carbone, par exemple, est jugé trop complexe par Sylvain Rivest, l'un des cofondateurs d'Entropion pour la plomberie, à Marseille. Or, sa mission permanente à chaque entreprise de faire évoluer son modèle économique pour devenir « accélérateur de transition écologique et sociale », plaide-t-il. « On ne peut plus faire de développement industriel sans préservation de la nature. L'administration doit être plus agile pour aider à déployer les projets », indique Philippe Lavoisier, le président d'Esaco, qui vient d'inaugurer Alqk, un démonstrateur de collecte et de transformation des algues d'échouage de l'étang de Berre en bioplastiques. Jérôme Marignoy, le directeur du site pétrochimique LyondellBasell à Berre-l'Étang, dit, lui l'État « Lors de la grève des ouvriers à Marseille, j'ai vu des puits de pétrole gépillés dans les déchets en plastique éparpillés... Cette région démontre à dessein la première à trier et recycler efficacement les déchets et à tous les niveaux ». C'est un changement de culture à adapter à tous les niveaux.

La réglementation pour aussi des problèmes à l'Association de défense et protection du littoral du golfe de Fos, qui traque les incidents industriels violents, actions en justice, et bientôt drosser capteurs de particules... Elle voudrait que l'État n'analyse pas chaque projet au vu du seul respect des normes de rigueur, mais aussi de l'« effet cocktail » de nuisances s'ajoutant à celles existantes. Selon l'Agence régionale de santé, les études réalisées (Santé publique France, Observatoire régional de santé, Revela 13, Scenarii...) attestent d'un état de santé des habitants de la zone TSBerre « globalement moins bon » que la moyenne régionale et d'une surmortalité par cancer chez les hommes supérieurs de 34 %. Un Observatoire territorial des cancers en lien avec l'environnement se met en place. « Cela n'a jamais été fait », insiste le sous-préfet d'Arles, Régis Pascaud. Une approche potentiellement reproductible sur d'autres.

« Nous avons 100 000 hectares avec des espaces industriels et portuaires et une obligation de préservation de la biodiversité », explique le président du directeur du GPM, Hervé Marini. « Nous sommes dans une volonté d'essorer et de concentrer pour une planification qui combine aménagement économique et gestion des espaces naturels. C'est complexe, mais une exposition est possible dans une vision partagée », l'assurance 2040, entre port, État, Région, métropole... »

Anticiper la compensation écologique
Hervé Marini devra préciser sa stratégie avant la fin du premier semestre 2022. Parmi les objectifs : affecter à l'industrialisation des terrains « plus ou moins », purger de l'accomplissement des études, tout en prévoyant par avance et sur son domaine les voies d'une compensation écologique. Une idée émise par le directeur général de Provence Promotion, approuvée cette année par le conseil d'administration de l'État afin de faciliter l'arrivée d'investisseurs. Il suggère aussi de recourir au bâti en vue d'écrire de nouvelles certifications de sols, compensées à défaut. « La meilleure offre est celle qui existe déjà. Pour l'industrie et la logistique, des incitations fiscales, nationales ou locales, à développer des zones existantes ou à moderniser du bâti existant permettront d'attirer l'offre dans des délais plus rapides », suggère-t-il.

bassins industriels. Cette exigence d'un nouvel équilibre entre économie, santé et environnement a été prise à bras-le-corps en 2019 par un projet, pionnier en France baptisé Réponses (Réduire les pollutions en santé environnement), associant des acteurs publics (État, collectivités), industriels, associatifs, syndicaux et de simples citoyens.

Convergence d'intérêts contradictoires

Ce dispositif de concertation et de dialogue a débouché sur un plan de 135 actions à engager. L'équipe a recueilli la perception spontanée des habitants jusque dans la rue. S'il se limite aux 21 communes du pourtour de l'étang de Berre (300000 habitants) et n'empêche pas des crispations au moindre incident, l'outil se veut plus régulier et moins formel qu'un débat public ou une enquête publique. « L'écoute des citoyens fait sens. Les attentes qu'elle engendre engendrent des actions dont l'avancée est scrutée par les associations impliquées, souligne Gwénaëlle Hourdin, la déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui coordonne Réponses. Sur les 1 300 personnes interrogées au printemps 2021, 79 % estimaient que chacun peut lutter contre la pollution. Donner la possibilité d'agir collectivement change la donne. »

Quarante-cinq structures portent une ou plusieurs actions. Les industriels ont par exemple conçu une fiche pédagogique sur le torchage dans les usines, source d'inquiétude pour les riverains. Ils alertent en amont de leurs travaux sur la plateforme web Allo Industrie, mise sur pied avec le Groupe-ment maritime et industriel de Fos. Sur les 135 actions, 8 %

La meilleure offre est celle qui existe déjà. Pour l'industrie et la logistique, des incitations fiscales, nationales ou locales, à densifier des zones existantes ou à moderniser du bâti obsolète permettraient d'enrichir l'offre dans des délais plus rapides.



Ce qu'il attend du prochain Président

Jean-Christophe Barla
Directeur de Provence Promotion

sont achevées. 37 % engrangent déjà des résultats et 50 % sont en cours de réalisation, selon le SPPPI. « Quand l'État ou une collectivité supervise un débat, les habitants craignent toujours qu'une partie de leurs questionnements soit glissée sous le tapis, pointe Gwénaëlle Hourdin. Notre collégialité assure transparence et absence de minime d'un acteur. Mais il faut aller chercher les citoyens défavorisés, les jeunes, les seniors pour entendre un maximum de points de vue et mixer les consultations numériques et les réunions publiques. Ce dialogue direct aide à désamorcer les sujets les plus conflictuels. »

Se qualifiant d'« aiguillons de l'amélioration des projets » dans le suivi associatif, Marc Guérin (Eure Sud) et René Tassy (Éco-Relais) reconnaissent « une confiance vigilante ». Le maire de Fos, Jean Hetsch (PS), voit matière à « travailler sur une convergence d'actions à partir d'intérêts contradictoires ». L'initiative Réponses n'est pourtant pas mobilisée sur les dossiers d'implantations industrielles. « Dialoguer quand les choses sont encore modifiables pourrait sécréter les industriels et les habitants, lever des incompréhensions », argumente Gwénaëlle Hourdin. ■ **JEAN-CHRISTOPHE BARLA**

Lyondelelthorval va investir 150 millions d'euros pour moderniser son site pétrochimique.





Dispositif "Réponses" : la nouvelle campagne de recrutement est lancée

ENVIRONNEMENT

🕒 12/04/2022 À 12H20

🕒 00:55

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR ?

1/1 Dispositif

Appel aux citoyens du pourtour de l'étang de Berre : Une nouvelle campagne de recrutement est lancée jusqu'au 30 avril 2022 afin d'intégrer de nouveaux membres dans le « Panel citoyen 2022 » du dispositif RÉPONSES et agir collectivement contre la pollution de l'air

Pérennisé à l'issue de la concertation 2019, le Panel citoyen continue, depuis, son travail de « groupe témoin » du territoire en formulant des avis sur les étapes clés de la démarche et en remontant les informations terrain pour affiner les orientations du dispositif. Ce groupe de citoyens est un maillon essentiel et son accompagnement est une condition sine qua non de la réussite de RÉPONSES. Une nouvelle campagne de recrutement est lancée, afin d'intégrer une trentaine de nouveaux membres. Le 1er atelier de travail du Panel citoyen se tiendra le 4 mai 2022, à Martigues.

Toutes les infos sur : <https://www.dispositif-reponses.org/>

Dispositif "Réponses" : la nouvelle campagne de recrutement est lancée

By maritima.info | 21 hours ago



VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR ?



1/1 Appel aux citoyens du pourtour de l'étang de Berre : Une nouvelle campagne de recrutement est lancée jusqu'au 30 avril 2022 afin d'intégrer de nouveaux membres dans le « Panel citoyen 2022 » du dispositif RÉPONSES et agir collectivement contre la pollution de l'air Pérennisé à l'issue de la concertation 2019,...

[Lisez tout l'article](#)

La Marseillaise

Pollution de l'air : rejoignez le panel citoyen du dispositif « Réponses »

Avis aux citoyens du pourtour de l'étang de Berre : une nouvelle campagne de recrutements est lancée jusqu'au 30 avril pour intégrer le panel citoyen 2022 du dispositif « Réponses » et agir contre la pollution de l'air.

JOLAN ZAPARTY / BERRE-LÉTANG / 13/04/2022 | 10H56



Le dispositif « Réponses » renouvelle son panel citoyen jusqu'au 30 avril. Photo DR



étiquettes

BERRE-LÉTANG - ENVIRONNEMENT -
ÉTANG DE BERRE - JOLAN ZAPARTY -
POLLUTION DE L'AIR -

[Réhabilitation de Legré-Mante : les riverains veulent avancer](#)

[Deux policiers en garde à vue après la mort d'un jeune](#)

[Marseille : conférence sur l'aquatique en milieu marin](#)

[Le Parc de Camargue privé de sa subvention régionale](#)

Les habitants des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre vont avoir une nouvelle occasion de prendre la parole sur la problématique de la pollution de l'air qui touche leur bassin industriel : jusqu'au 30 avril, le Secrétariat pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur lance une nouvelle campagne de recrutements du panel citoyen amené à s'impliquer dans le dispositif « Réponses ». Rappelons que ce projet est né pour faire dialoguer ensemble différents acteurs du territoire sur les réponses à apporter pour lutter contre la pollution de l'air.

Sous l'égide du SPPPI, un comité de pilotage du projet réunit des associations (Coordination des associations l'Étang Marin, Fare Sud, FNE Paca et Éco-Relais), des représentants de l'État, de la Métropole et des mairies de Fos et Vitrolles, le Groupement maritime et industriel de Fos (GMIF) ainsi que des représentants salariés CGT et FO.

Remontées du terrain

Créé en 2019, le panel citoyen continue depuis son travail de « *groupe témoin* » en formulant des avis sur les étapes clés de la démarche et en remontant les informations terrain pour affiner les orientations du dispositif. Si vous souhaitez intégrer ce nouveau panel citoyen, les candidatures sont à envoyer jusqu'au 30 avril via un formulaire en ligne accessible sur le site dispositif-reponses.org

Intégrez le 'Panel citoyen' pour agir contre la pollution de l'air

Environnement

 par **Echo du Mardi** — 22 avril 2022 dans Actualité



©Dispositif Réponses



Le **dispositif Réponses** (RÉduire les POLLutioNs en Santé et Environnement), qui regroupe les acteurs du territoire de l'étang de Berre, lance une campagne de recrutement pour son projet de 'Panel citoyen'. Ce dernier a vu le jour en 2020 et vise à agir collectivement contre la pollution de l'air.

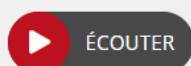
Pour ce faire, le dispositif Réponses fait appel aux candidatures via [un formulaire à remplir](#) avant le samedi 30 avril. Pour pouvoir y participer, il faut habiter ou exercer une activité dans l'une des 21 communes du projet (Miramas, Istres, Fos-sur-Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Mitre-les-Remparts, Port-de-Bouc, Martigues, Sausset-les-Pins, Châteauneuf-les-Martigues, Carry-le-Rouet, Ensues-la-Redonne, Le Rove, Gignac-la-Nerthe, Saint-Victoret, Marignane, Vitrolles, Rognac, Saint-Chamas, Cornillon-Confoux, Grans). Aucune qualification n'est demandée, il suffit juste de s'intéresser à l'environnement et d'apporter son témoignage, son expérience et son regard de citoyen, d'habitant ou d'utilisateur du secteur.

Rejoindre le Panel citoyen implique de se rendre aux trois réunions qui sont étalées sur l'année, de s'informer sur la pollution de l'air au niveau du territoire de l'étang de Berre et de rapporter ses informations au groupe afin de faire avancer le projet. Le 1er atelier de travail du Panel citoyen se tiendra le 4 mai prochain, à Martigues.

L'actualité en Provence du mardi 26 avril

Nina Pavan - Dialogue RCF (Aix-Marseille), le 26/04/2022 à 07:55 - Modifié le 26/04/2022 à 08:17

 **Provence-Alpes-Côte d'Azur**



JOURNAL EN PROVENCE DU MARDI 26
AVRIL
Durée: 9 min

[Retrouvez tous les épisodes](#)
</>Intégrer à mon site

Retrouvez toute l'actualité en Provence, chaque matin dans les journaux de 7h et 8h, à Marseille sur le 89.6FM, Aix-en-Provence sur le 101.9FM et Avignon sur le 104.0FM.

Appel aux volontaire lancé sur l'Etang-de-Berre. 21 communes participent au dispositif Réponses, qui donnent aux citoyens un droit de regards sur les actions et politiques publiques environnementales. Explications avec le SPPPI-PACA, qui organise un appel pour formé un panel citoyen. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 avril.

A Velleron, dans le Vaucluse, c'est le projet de construction qui sème la discorde : la Grande Bastide, une ferme provençale dans la garrigue est sur le point de devenir un quartier résidentiel. Mais le maire et les habitants s'y opposent. Ils viennent d'obtenir l'interruption des travaux.

Les camp d'été approchent ! Benoît, jeune chef de patrouille chez les scouts d'Europe à Allauch, nous donne son témoignage de scout et invite tous ceux qui n'ont pas encore fait l'expérience de la vie en plein air à se lancer !



Dispositif Réponses : participez aux ateliers pour lutter contre la pollution de l'air

ENVIRONNEMENT

🕒 23/09/2022 À 15H03

🕒 01:10

TOUS MOBILISÉS !



ATELIERS PARTICIPATIFS DU 13 AU 15 OCTOBRE 2022 BERRE L'ÉTANG, ISTRES & MARTIGUES

Le SPPPI PACA vous invite à des ateliers de travail participatifs pour débattre ensemble, avec les acteurs du territoire, des actions concrètes contre la pollution de l'air en réponse à vos préoccupations.

1/1 Dispositif Réponses : participez aux ateliers pour lutter contre la pollution de l'air

Au printemps dernier, Réponses est retourné à la rencontre des habitants pour recueillir de nouvelles préoccupations en termes de pollution de l'air et faire connaître la démarche. Il ressort de leurs échanges avec les populations, un avis positif de ce dialogue initié depuis trois ans entre les acteurs du territoire et les habitants

À l'occasion de la journée nationale de la qualité de l'air, tous les habitants et usagers du territoire des 21 communes de l'étang de Berre sont invités à participer à des ateliers de travail participatifs pour débattre ensemble, avec les acteurs du territoire, des actions concrètes contre la pollution de l'air en réponse aux préoccupations des citoyens.

Thèmes des ateliers : réduire les pollutions industrielles et connaître l'impact santé environnement

Rendez-vous les :

- 13 octobre, de 18h à 20h à Ville de Berre l'Étang, LyondellBasell
- Une visite du site de LyondellBasell est organisée de 17h à 18h* (*horaire à confirmer)
- 14 octobre, de 18h à 20h à Ville d'Istres, Château des Baumes
- 15 octobre, de 10h à 12h à Ville de Martigues - Officiel, Cinéma La Cascade Martigues

Les ateliers sont gratuits et ouverts à tous, sur inscription préalable à contact@dispositif

[Plus d'infos sur ce lien](#)

UNIDIVERS.fr

ATELIER RÉPONSES : POLLUTION DE L'AIR, TOUS CONCERNÉS, TOUS MOBILISÉS ! Cinéma La Cascade Martigues

**POLLUTION DE L'AIR,
TOUS CONCERNÉS,
TOUS MOBILISÉS !**



**ATELIERS PARTICIPATIFS
DU 13 AU 15 OCTOBRE 2022**

« Réduire les pollutions industrielles »
« Connaître l'impact santé/environnement »

**SAMEDI 15 OCTOBRE
MARTIGUES
10h à 12h**

Cinéma La Cascade
35 Cr du 4 Septembre,
13500 Martigues

**ATELIER RÉPONSES : POLLUTION DE L'AIR, TOUS CONCERNÉS,
TOUS MOBILISÉS ! Cinéma La Cascade, 15 octobre 2022, Martigues.**

ATELIER RÉPONSES : POLLUTION DE L'AIR, TOUS
CONCERNÉS, TOUS MOBILISÉS ! Samedi 15 octobre,
10h00 Cinéma La Cascade

Atelier gratuit et ouvert à tous, sur inscription préalable à
contact@dispositif-reponses.org

Thème : Réduire les pollutions industrielles » & «
Connaître l'impact santé/environnement

Pollution de l'air : tous mobilisés, tous concernés !

Au printemps dernier, le dispositif **RÉPONSES** est retourné à la rencontre des habitants pour recueillir de nouvelles préoccupations en termes de pollution de l'air et faire connaître la démarche. Il ressort de ses échanges avec les populations, un avis positif de ce dialogue que nous avons initié depuis 3 ans entre les acteurs du territoire et les habitants.

Aujourd'hui, confortés par ces résultats, **RÉPONSES** entame un nouveau temps de dialogue avec les habitants pour consolider ce dernier et poursuivre les actions du dispositif **RÉPONSES**.

À l'occasion de la journée nationale de la qualité de l'air, tous les habitants et usagers du territoire des 21 communes de l'étang de Berre sont invités à participer à des ateliers de travail participatifs pour débattre ensemble, avec les acteurs du territoire, des actions concrètes contre la pollution de l'air en réponse aux préoccupations des citoyens.

Ce rendez-vous fait partie de la programmation de la semaine de la santé mentale du 10 au 23 octobre, dont la thématique porte sur « Pour ma santé mentale, agissons pour notre environnement ».

12 pages sur la suite du dispositif "Réponses"

La Provence

Édition spéciale

Rédaction "La Provence", 8, quai Général-Leclerc, 13500 Martigues ☎ 04 42 42 30 40, www.laprovence.com

AIR, SANTÉ, INDUSTRIE

La mobilisation se poursuit



/PHOTO ERIC GOUBERT

SOMMAIRE

- ▶ PAGE 3 Une interview de Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI Paca
- ▶ PAGE 4 Cinquante ans de mesures atmosphériques
- ▶ PAGE 5 La qualité de l'air s'améliore
- ▶ PAGE 6 Le panel citoyen, au cœur du dispositif
- ▶ PAGE 7 L'étude Mistral, un œil neuf sur les allergies
- ▶ PAGE 8 Une interview de Marc Bayard, GMIF
- ▶ PAGE 9 ArcelorMittal sort le grand jeu
- ▶ PAGE 10 Istres et Miramas, deux villes s'engagent
- ▶ PAGE 11 Carte blanche à trois associations
- ▶ PAGE 12 Comment participer ?

LE PROJET EST DEvenu DISPOSITIF

"Réponses", un rôle clé pour élever un débat passionné

La pollution, l'environnement, la santé, les transports, l'industrie... C'est autour de ces grands thèmes essentiels, directement en prise avec la vie quotidienne des 300 000 habitants de l'arrondissement d'Istres que "Réponses" est né, il y a maintenant trois ans. Ce qui était alors un projet confié au Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI), première structure du genre créée il y a un demi-siècle, est devenu un dispositif pérenne qui a le grand mérite de mettre le citoyen, ses préoccupations, ses doutes, ses interrogations, ses confusions, au cœur de réflexions et d'actions qui engagent plusieurs parties ; les industriels comme l'État, mais pas seulement, puisque le sujet des répercussions de la qualité de l'air sur notre santé engage aussi les transports routiers, comme maritimes et aériens, et peut être étendu à



Pérennisé, le dispositif "Réponses" associe les citoyens aux problématiques essentielles du territoire. / PHOTO E.G.

nos actes de la vie quotidienne. Pour répondre aux études qui se sont succédé en 2018, qui ont joué leur rôle dans cette prise de conscience, l'État a publié ce qui reste le document de référence, cette étude baptisée "Scenarii", toujours consultable sur le site d'Atmosud. Où tous les sujets étaient pris en

compte, avec l'apport de données scientifiques incontestées. Depuis, "Réponses" a inventé et pérennisé une méthode apte à recueillir les attentes des populations, à les regrouper et à les thématiser avant de les porter à ceux qui peuvent y répondre, que ce soit l'État par des contrôles et des normes, l'industrie

présente dans la zone Fos-Martigues-Berre, ou les transporteurs. Les collectivités ont elles aussi leur partition à jouer. La méthode, comme une valse à trois temps, met en musique le recueil de la parole des citoyens, au printemps, le lancement, avec le concours du panel citoyen, des actions nécessaires à l'automne, à l'occasion des Journées nationales de la qualité de l'air, avant une restitution du bilan de l'année écoulée, en mars. Honoré d'un trophée pour la qualité de cette concertation inédite, le dispositif a apporté 200 réponses concrètes mises en place depuis ses débuts, à mettre en rapport avec les 140 attentes et préoccupations exprimées par les citoyens, lors de rencontres sur les marchés, d'animations et dans des forums dédiés. Un véritable apport qui se complète au fil du temps en agréant de nouveaux publics.



Supplément de "La Provence", 248, avenue Roger-Salengro, 13015 Marseille, www.laprovence.com
 Réalisé en partenariat avec le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles
 Coordination éditoriale et rédaction : Éric Goubert. Maquette et corrections : Christine Lucas. Photos : LP et DR. Impression : CMP Marseille (15')

L'INTERVIEW DE GWENAËLLE HOURDIN, DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU SPPPI PACA

"Travailler en commun pour réduire la pollution de l'air"

■ "Réponses" est encore un dispositif jeune. Quel bilan en tirez-vous ?

À un moment où tous les interlocuteurs ne s'adressaient plus la parole, il a eu le grand mérite de remettre tout le monde autour d'une instance comme celle du SPPPI, financée à tiers égaux par les industriels, les collectivités, puis l'État et les établissements publics. Ces trois ensembles font partie du comité de pilotage (Copil), auquel il faut ajouter les associations volontaires et les salariés, le tout étant adossé à un comité d'experts. Le premier constat, c'est que cette base poursuit ses travaux, ses rencontres. Nous avons tous pris une bonne habitude, celle du travail en commun.

■ Les citoyens ont-ils été satisfaits de leurs rencontres avec les industriels ou l'État ?

Complètement ! C'est différent d'évoquer ces institutions et de rencontrer ceux qui les incarnent. Le dialogue est plus constructif.

■ Quels ont été les temps forts en 2021 et 2022 ?

En 2021, nous avons pu mener une action d'envergure, forts d'un financement supplémentaire issu de notre reconnaissance par l'État. Nous avons pu recevoir les avis de 1 200 personnes, en 34 lieux, dans les 21 communes de l'arrondissement d'Istres. En 2022, pendant le premier temps de rencontre, au printemps dernier, nous avons réduit la voilure, mais rencontré 300 personnes dans un format pérennisé : ces contacts avec la population, les fiches actions construites avec le panel citoyen, les actions des parties prenantes, avant d'en rendre compte.

■ Les attentes évoluent-elles au fil des ans ?

Oui, même si elles tournent autour de deux grands thèmes, la réduction des pollutions industrielles, et leurs effets sur la santé. Face à des situations complexes, qui ne concernent pas que l'industrie, mais aussi les transports, par exemple, "Réponses" offre des espaces de dialogue pour évaluer à



Pour Gwenaëlle Hourdin, "Réponses" a permis un dialogue plus constructif.

/PHOTO SERGE GUÉRDULT

plusieurs les mesures utiles.

■ Que vous ont demandé les gens de nouveau ?

Une nouvelle attente s'est fait jour, celle du lien entre pollution et allergies. La réponse, c'est d'abord cette étude "Mistral", menée par "Kyomed" (lire en page 7).

■ Sur les 200 réponses formulées depuis trois ans, laquelle est, selon vous, la plus forte ?

La plus belle réponse, c'est l'arrêté pris par le préfet pour mieux encadrer les composés organiques volatils (COV) émis par les industriels. Une vraie problématique, nourrie par l'étude d'Atmosud "Scenarii", à laquelle l'État s'est attaché à répondre via la Dreal. Depuis deux ans, les industriels doivent les quantifier, les diminuer, en les quantifiant sur la

moindre fuite. C'était un dispositif spécialement créé pour la zone de Fos-Berre-Lavéra.

■ La prise en compte de la problématique de la qualité de l'air va-t-elle en grandissant parmi la population ?

Notre dispositif a une renommée croissante, mais encore perfectible. Depuis l'an dernier, nous nous sommes attachés à toucher de nouvelles catégories de la population, comme celles qui sont traditionnellement éloignées de ce type de débat. Les jeunes, notamment.

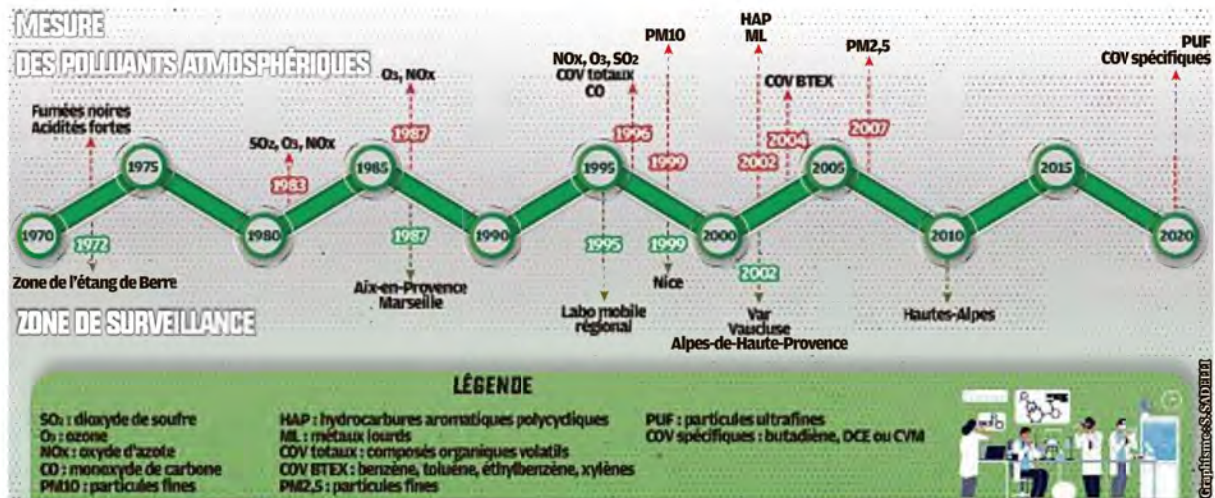
■ Comment faire pour les intéresser à la qualité de l'air ?

En allant à leur rencontre, en communiquant sur des supports qui leur sont davantage familiers... En 2019, nous avons constaté

qu'il manquait des jeunes dans notre panel de rencontres, alors que nous souhaitons coller à la pyramide des âges. Pour aller plus loin, un partenariat a été initié avec le conseil municipal des jeunes de Fos, un autre avec le centre social Schweitzer de Miramas et la mission locale Ouest-Provence. Et on construit peu à peu notre présence sur les réseaux sociaux, Facebook, Instagram... À l'inverse, nous souhaitons aussi aller vers les anciens et c'est ainsi que nous échangeons avec le conseil municipal des sages de Rognac, ou vers les quartiers populaires, où les habitants ont aussi des choses intéressantes à dire.

■ Est-ce que "Réponses" vit ainsi un second souffle ?

Non, c'est désormais un souffle en continu !



LA QUALITÉ DE L'AIR, MODE D'EMPLOI

Cinquante ans de mesure des particules et des gaz

1 972-2022. Le temps est passé vite... Mais Atmosud fête bien, cette année, les cinquante ans de surveillance de la qualité de l'air autour de l'étang de Berre. Même si l'organisme a connu d'autres noms, dont le plus connu reste Airfobep, il est aujourd'hui dimensionné à la taille des départements formant la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec des capteurs disséminés autant dans les Bouches-du-Rhône que dans le Vaucluse, les Alpes-Maritimes, le Var, les Alpes-de-Haute-Provence ou les Hautes-Alpes.

"En 1972, rappelle Sébastien Mathiot (Atmosud), cette surveillance de la qualité de l'air a été une vraie spécificité créée pour accompagner l'essor des industries construites dans le triangle Berre-Fos-Martigues." Et on y mesurait, en grossissant le trait, les deux mêmes familles de polluants qu'aujourd'hui : les gaz et les particules. "Ce qu'on appelait à l'époque l'acidité forte et les particules issues des fumées noires."

Depuis cinquante ans, ces mesures ont énormément progressé, accompagnant les actions de l'État, la mise en place de nouvelles normes et les investissements des entreprises. Atmosud



Depuis cinquante ans, Atmosud n'a cessé de développer ses stations de mesure.

/ PHOTO E.G.

mesure aujourd'hui des composés gazeux et particulaires qui ont des impacts avérés sur la santé humaine, avec des valeurs réglementaires comme le dioxyde d'azote, le dioxyde de soufre ou le benzène, avec des valeurs toxicologiques comme les composés orga-

niques volatils, des métaux, des hydrocarbures aromatiques ou sans normes, mais avec des certitudes de dangerosité comme les particules ultrafines, black carbon ou encore, sur le plan de l'environnement, le dioxyde de carbone ou le méthane. Les mesures des pol-

luants s'effectuent depuis des stations implantées sur l'ensemble de la région, à proximité de sites industriels comme d'axes routiers ou en des endroits plus "préservés" pour leur donner toute la rigueur scientifique nécessaire. Pour une meilleure compréhension des observations, des relevés météorologiques sont réalisés en complément des informations partagées par Météo France.

"La mesure de la qualité de l'air est en évolution permanente, note Sébastien Mathiot, et s'adapte à l'amélioration des connaissances. De 1972 à 1987, on s'intéressait uniquement à la zone de l'étang de Berre, avant d'intégrer Aix et Marseille, en 1987, et aujourd'hui toute la région Paca." Véritable tournant dans la prise en compte de la qualité de l'air comme un enjeu de santé nationale, la loi sur l'air de 1996 (Loi Laure ou Lepage) a contribué à donner des moyens aux associations de surveillance.

"Un laboratoire mobile, dont nous avons été dotés en 1995, nous a permis de faire le tour de la région et de mieux déterminer les endroits qu'il convenait d'investiguer." Et d'implanter les 80 zones de mesure qui sont disséminées aujourd'hui, fournissant en direct de précieuses données.

Graphismes: S. DUBREUIL

GRÂCE AUX PROGRÈS TECHNOLOGIQUES

Une lente amélioration, de nouvelles données à venir

Ce sont des courbes qui descendent. Une pente douce, davantage "piste verte" que "piste olympique" la plus ardue. "Ça descend doucement, mais ça descend", sourit Sébastien Mathiot. À sa gauche, la concentration en dioxyde d'azote mesurée dans la région, dont la moyenne a diminué dans les 10 départements de Paca de 23 % entre 2019 et 2022. À sa droite, le même type de courbe, avec la mesure moyenne des particules fines (2,5, soit d'un diamètre de 2,5 microns), qui a diminué de 35 % pour la même période.

La preuve que, malgré des discours simplistes souvent entendus, la situation s'améliore, pour de nombreux polluants connus, même si l'évolution de la technologie permet de se saisir d'autres problématiques. "L'exemple le plus parlant des progrès effectués, c'est le dioxyde de soufre, le polluant vedette des années 90 qui était le résultat de l'utilisation de combustibles de mauvaise qualité par les industriels. D'où le déclenchement de ce qu'on appelait alors, et ce n'est pas si vieux, des

Le "potentiel oxydant" ou comment analyser l'air dans sa globalité.

plans Sternes, qui contraignaient les industriels à utiliser des combustibles à très basse teneur en soufre. De fil en aiguille, ils en sont venus à en utiliser tout le temps. Et depuis 2007, nous n'avons plus constaté de dépassement. Nous restons vigilants malgré tout."

Autre polluant vedette de la région, l'ozone, qui se forme chaque été dans notre territoire industriel, lequel combine, davantage que d'autres, tous les facteurs pour développer ce gaz: fort ensoleillement, industrie, trafic automobile... "Là aussi, au-delà des mesures pédagogiques lancées à destination du grand public, comme la réduction de la vitesse des voitures, d'autres sont imposées aux industriels, avec de réels effets."



La qualité de l'air va en s'améliorant doucement. De nouvelles mesures sont en place.

/PHOTO SERGE GUÉROULT

Ces progrès notables, auxquels il faut ajouter les nouvelles normes limitant les "COV" (lire page précédente) et le respect en moyenne annuelle des lignes directrices de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), s'accompagnent de l'apparition de nouvelles techniques. Elles permettent d'aller encore plus loin dans la mesure des particules ultrafines et commencent à investiguer au niveau du "potentiel oxydant" de l'air, ce que d'aucuns ont exprimé à travers l'expression passée dans le langage courant du "cocktail des polluants".

Les particules ultrafines (moins de 0,1 micron) constituent un nouveau domaine de mesure, pour lequel Atmosud a investi dans de nouvelles stations. Problème:

elles ne bénéficient pas encore de valeurs limite. "Leur dangerosité est avérée, puisqu'elles peuvent infiltrer le sang du fait de leur petite taille. Mais il n'existe pas encore de limite normative, ce qui ne nous empêche pas de documenter la connaissance à leur sujet, de façon à pouvoir donner de bonnes informations aux autorités lorsque cela arrivera."

Nouveau domaine en chantier, donc, ce fameux "potentiel oxydant", qui en est au stade de la recherche scientifique. "Analyser l'air dans sa globalité, c'est l'enjeu, pour répondre à la problématique de santé qui nous préoccupe. Ce qui implique de prélever des échantillons en différents endroits, et de les analyser."

Un nouveau challenge!



Sébastien Mathiot souligne les progrès constants mis en œuvre.

/PHOTO DR

ILS PARTICIPENT À "RÉPONSES"

Ils ont choisi d'intégrer le panel citoyen, l'aiguillon du dispositif

Simples citoyens, déjà engagés, ou pas, sur d'autres causes, préoccupés par les thématiques liées à l'air, la santé ou l'environnement, en pleine santé ou touchés au cours de leur vie par la maladie, ils ont intégré le panel citoyen du dispositif "Réponses". Et expliquent pourquoi.

VALÉRIE SAKAKINI

"Je participe au panel citoyen depuis 2019. C'est novateur de demander l'avis de la population! Je trouvais ça intéressant et, au final, c'est un devoir citoyen : on nous donne la parole, autant s'en saisir. Être confrontée directement aux industriels ou aux institutionnels, ça permet d'abord le dialogue et de sortir de cette image négative ou obscure qu'on a souvent d'eux. Ce sont finalement des gens accessibles. Ce qui me marque depuis trois ans, c'est cette préoccupation qui n'est pas partagée de manière égale autour de l'étang de Berre. Plutôt que de se plaindre, mieux vaut s'informer et les ateliers proposés sont accessibles. J'ai retiré quelque chose de positif de chaque réunion."

CATHERINE TROLLET

"J'ai intégré le panel, pour avoir des réponses à mes questions... Le dispositif porte bien son nom! J'ai envie de savoir ce qui se passe, d'autant que je suis personnellement touchée. Agir et vérifier que tout est transparent fait partie de mes motivations, même si je regrette de ne pas pouvoir m'impliquer davantage, trop prise par mon entreprise de conseil en com-



Le panel citoyen, ici en pleine réunion, permet des échanges directs enrichissants.

/PHOTO DR

munication ("e-nergiz") fondée il y a huit ans à Istres. Je suis attachée à ce territoire, comme tout le monde, et 'Réponses' me permet de mieux comprendre les problématiques des industriels, les incidents, les torches... Avec de la transparence et de l'envie, on peut faire avancer les choses."

MATHIEU BERNARDINI

"J'ai entendu parler du dispositif 'Réponses' par la presse il y a deux ans. L'année dernière, j'ai participé pour la première fois à une réunion du panel citoyen version 2022. Habitant Martigues, je

suis toujours posé des questions sur les problématiques de nuisances 'environnementales' sur le pourtour du bassin de l'étang de Berre. Je suis père de trois enfants tous nés à Martigues et nous nous posons beaucoup de questions sur les aspects qualité de l'air, pollution atmosphérique, nuisances olfactives, etc. Le travail initié par le SPPPI à travers le dispositif 'Réponses' est un très bon outil de communication pour les non-initiés. 'Réponses' réunit tous les acteurs qui œuvrent pour faire bouger les lignes vis-à-vis de ces problématiques notamment. Je

suis persuadé que le travail lancé il y a plusieurs années va permettre d'améliorer sur le long terme, la qualité de vie, de tous les habitants de notre territoire."

MURIEL PETITNICOLAS

"C'est courant 2020 lors d'un confinement que j'ai vu passer un post sur Facebook dans lequel il était proposé de rejoindre le panel citoyen. Je suis née et j'ai vécu mes vingt premières années à Martigues. Puis, j'ai vécu dans la région lyonnaise les vingt années suivantes pour revenir dans ma commune depuis vingt ans. J'ai pris conscience de l'évolution de l'environnement tant en positif qu'en négatif. De plus, ma famille et moi avons été affectés par des cancers et maladies respiratoires, allergies, asthme. De nature combative et impliquée dans les questions d'environnement, j'ai donc décidé d'intégrer 'Réponses'. J'estime qu'on ne peut pas déplorer des situations, et juste attendre. Si on veut du changement, il faut contribuer, mettre son petit caillou et faire avancer les choses. Mon implication va croissant, puisque depuis la rentrée, je participe au Copil, comité de pilotage du dispositif."



Valérie Sakakini, Mathieu Bernardini et Muriel Petitnicolas, trois des membres du panel citoyen, qui en retirent de nombreux enseignements.

/PHOTOS DR



L'étude "Mistral" rendra ses premiers résultats au début de l'année 2023. Les allergiques pourraient ensuite bénéficier de prévisions adaptées. / PHOTO C.S.

DES RELATIONS ENTRE POLLUTION ET ALLERGIES

"Mistral", l'étude qui ausculte le lien avec les allergies

C'était une attente exprimée par les citoyens rencontrés sur le terrain par le dispositif "Réponses". Quel lien pouvait-il être fait entre pollution, allergies, et rhinite ? La qualité de l'air dégradée, mélangée avec l'apparition des pollens, ou autres allergènes, est-elle de nature à favoriser l'apparition de ces rhumes, pénibles et fatigants ?

Pour y répondre, avec l'objectif de mettre au point des outils de prévention comme une application disponible sur smartphone, une étude participative, baptisée "Mistral", a été lancée, financée notamment par la région Paca et l'Europe. C'est la société montpelliéraine "Kyomed innov", spécialisée en santé numérique et connectée, qui travaille depuis cinq ans, avec de nombreux partenaires, sur ce sujet mis en évidence par l'étude "Scenarii".

"Le protocole a d'abord défini trois grandes zones d'étude, in-

diqué Daniel Laune, directeur de la société. Celle des 21 communes de l'arrondissement d'Istres, ainsi que les villes d'Aix-en-Provence et Marseille. Trois zones qui présentent des caractéristiques différentes et des marqueurs comme les polluants industriels autour de l'étang de Berre, une forte densité de population et de circulation à Marseille comme Aix, avec aussi pour la première nommée tout le trafic du port."

De juin 2021 au 31 août 2022, 1 056 personnes ont participé à cette étude, qui leur demandait de noter chaque jour l'étendue de leurs symptômes allergiques, au niveau du nez, des yeux, des gênes respiratoires. "Quinze mille questionnaires ont été remplis, complète Daniel Laune. Parmi les 1 056 volontaires, 300 à 400 ont participé de façon très régulière à l'enquête. Comme ils étaient géolocalisés, nous avons pu regarder les mesures des capteurs Atmosud si-

multanément à la description des symptômes." Lors d'épisodes où la qualité de l'air est dégradée, l'idée était donc d'évaluer si les allergies étaient exacerbées par certains polluants, en croisant les données recueillies. "L'analyse des résultats est en cours, et nous pourrions établir des corrélations entre les phénomènes d'ici à janvier 2023." Et déterminer si l'exposition à certains pollens dans des périodes données peut être plus gênante qu'à d'autres.

En fonction des conditions météorologiques, du sens du vent, de la température, de la saison et l'apparition saisonnière des allergènes (pollens, cyprès, ambroisie, graminées), il sera alors envisageable de fournir des prévisions aux citoyens souffrant de ces rhinites à répétition. "Avertir à J-1 d'un épisode, ce serait utile. Nous ne donnerons pas de conseils médicaux, mais plutôt relatifs à la vie quotidienne: évitez de rouler les fe-

nêtres de votre voiture ouvertes, lavez-vous les cheveux en rentrant chez vous..." Quant à l'impact exact de la pollution, il n'est pas encore connu. "La seule certitude, c'est que la pollution accentue les maladies respiratoires. Son impact sur les allergies, c'est justement ce que Mistral cherche à mieux caractériser." Les résultats de cette étude seront publiés en 2023 sur www.mask-paca.com (et dispositif-reponses.org). Ils seront utiles pour les pouvoirs publics, la recherche et les personnes allergiques, qui pourront utiliser l'application "Mask-air". "Les scientifiques appréhenderont mieux le lien entre l'exposition aux polluants et pollens d'une part, et le contrôle de la rhinite allergique d'autre part, conclut Daniel Laune. Et les pouvoirs publics pourront déployer une politique de prévention afin de limiter l'incidence de la rhinite allergique et de ses complications."

PEUT-ON RÉDUIRE LES REJETS INDUSTRIELS?

Marc Bayard: "Les industriels n'ont jamais cessé d'agir"

Ancien délégué général de l'Union des industries chimiques, ancien directeur de Naphchimie, Marc Bayard est aujourd'hui vice-président du GMIF (Groupement maritime et industriel du golfe de Fos) et président de l'association Environnement industrie. Voix posée, discours clair, il témoigne de l'évolution de l'industrie ces dernières années et défend les progrès des procédés industriels dans notre région pour réduire leurs rejets, sans nier les possibles incidents et les progrès qu'il reste à accomplir.

La question posée par les habitants du territoire est claire: les industriels peuvent-ils faire le nécessaire pour réduire leurs rejets?

C'est la question centrale du dispositif "Réponses", de cet acronyme qui signifie "Réduire les pollutions en santé environnement". C'est la question de fond, à laquelle je vais répondre par l'affirmative, d'autant que les industriels le font déjà depuis longtemps, sans que le grand public en ait pris conscience. Mais bien sûr, on peut toujours aller plus loin!

Qu'est-ce qui a été fait, concrètement, depuis ces années où l'industrie pétrolière, chimique et sidérurgique s'est implantée entre Berre, Martigues et Fos-sur-Mer?

Les progrès ont été constants. Prenez les quatre grandes familles de polluants: le dioxyde de soufre (SO₂), les oxydes d'azote (NO_x), les poussières et les composés organiques volatils (COV): leurs émissions ont baissé de 85%! Quand la technologie permet ces progrès, quand la réglementation change, les industriels s'adaptent.

Est-ce une volonté de leur part, ou une réglementation qui les y contraints?

Ce n'est pas aussi manichéen. Il existe effectivement une réglementation européenne, qui demande à utiliser les meilleures technologies possible, avec des déclinaisons nationales, voire locales. Schématiquement, quand une nouvelle technologie apparaît, quand elle est source d'améliorations avérées chez un industriel, tous les autres



Vu d'avion, le site pétrochimique de Lavéra, en bas, et les installations du port pétrolier voisin côtoient des quartiers de Martigues comme de Port-de-Bouc.

/PHOTO E.G.

sont enjoint à la mettre en œuvre. La réglementation, c'est aussi la capitalisation d'un savoir-faire, elle fixe un cadre pour tout le monde.

Une amélioration entraîne d'autres alors... Pour autant, la marche des usines s'accompagne régulièrement de rejets. Pourquoi?

Il n'y aura jamais, dans ces sites complexes et de taille, zéro risque, ni une absence totale d'incident. Oui, c'est évident, il y a régulièrement des incidents, qui s'accompagnent d'émissions à la torche, et il y a encore des progrès à faire en termes de rejets à l'atmosphère. Même si ceux-ci ont beaucoup diminué et que les émissions à la torche sont plus courtes qu'il y a quelques dizaines d'années, et sans commune mesure avec ce qui était rejeté alors. Mais la sensibilité au sujet a également évolué.

C'est-à-dire?

Le niveau de tolérance du citoyen a baissé, c'est un constat. Il est très difficile pour les industriels

d'argumenter face à un sentiment de perception qui tourne autour d'une affirmation "rien n'est fait". Ce qui est faux, même si chaque incident ou arrêt d'unité programmé incite les gens à penser le contraire. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les délais pour arrêter ou redémarrer une unité sont réduits et génèrent moins de rejets. Des inci-

dents sont très impactants en termes d'image, même s'il sera difficile d'obtenir une fiabilité à 100%.

Quel est le grand enjeu pour demain?

Les composés organiques volatils, avec des substances comme le benzène dont on connaît les facteurs cancérigènes. Les niveaux sont très faibles, mais il faut continuer à agir sur ce sujet, en maîtrisant de mieux en mieux les fuites qui peuvent intervenir. D'un site à l'autre, des évolutions majeures sont en cours, comme le projet "Odas" à ArcelorMittal (*lire page suivante*).

Et la décarbonation, dont on parle tant?

Des grands projets sont menés dans notre territoire, notamment avec la production d'hydrogène. C'est à une échelle de quelques années, mais cela sera source de nouveaux progrès, c'est indéniable.



Marc Bayard, vice-président du GMIF.

/PHOTO E.G.

PEUT-ON RÉDUIRE LES REJETS INDUSTRIELS?

ArcelorMittal sort le grand jeu

Réduire l'impact environnemental du site de Fos-sur-Mer, sa consommation énergétique et contribuer à préserver la biodiversité, dans le cadre de la certification "ResponsibleSteel" obtenue par ArcelorMittal Méditerranée en 2022, c'est le triple enjeu des équipes du géant de l'acier impliquées dans ces chantiers. Si le changement climatique est un enjeu majeur, l'industriel ne délaisse pas pour autant le sujet de la pollution de l'air.

L'un des grands enjeux, c'est la fameuse décarbonation, pour laquelle le site a défini et démarré les premières étapes de sa feuille de route. La réduction visée est de 35% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le premier projet de décarbonation est engagé avec la construction du four poche qui va permettre d'intégrer cinq fois plus d'acier recyclé à sa production et réduire ainsi les émissions de CO₂. Cette transformation visant à décarboner le procédé de fabrication aura un impact positif sur le climat tout en permettant d'améliorer la qualité de l'air.

Cinquante nouveaux millions d'euros

Pendant la décennie 2010-2020, 100 millions d'euros ont été investis pour réduire l'empreinte environnementale de l'usine. "Les émissions du site ont été réduites fortement durant ce même laps de temps, indique la direction. -45% pour les dioxydes de soufre et les dioxydes d'azote, -70% pour les poussières, -79% pour le benzène et -85% pour les dioxines." Pour y arri-



Le système de filtration, baptisé Odas (O Dust at Sinter Plant), est en cours d'installation.

/PHOTO DR

ver, plusieurs unités ont été mises en service comme la désulfuration des gaz de cokerie, le dépoussiérage à l'enfournement des convertisseurs de l'aciérie, annonce l'industriel.

Pour les salariés du site comme pour les riverains de Fos, le changement le plus visible est la mise en place d'un système d'allumage automatique des chandelles, un dispositif de mise en sécurité qui permet, depuis cet été, d'assurer la combustion de gaz de cokerie en cas d'incident, afin d'en réduire significativement l'impact environnemental. Les émissions de fumées jaunes, qui s'étaient reproduites ces der-

niers mois, devraient ainsi être jugulées. Pour les mois et années à venir, le sidérurgiste fosséen a décidé d'engager 50 nouveaux millions d'euros, jusqu'en 2023. "Le projet majeur dans ce domaine concerne l'unité d'agglomération, où l'installation d'un filtre innovant est en cours. D'une surface de 20000 m², il permettra de réduire les émissions de poussière de cette unité de production de 40%, l'équivalent de 15% des émissions de poussières canalisées du site."

La mise en service de la première phase de cet investissement de 20 millions d'euros a été réalisée cet été. Ce projet est financé avec le

concours de l'Union européenne, avec le Fonds européen de développement régional. Les phases ultérieures à ce projet sont en cours de développement.

D'autres projets sont en cours sur le site, comme la construction d'un nouveau stockage de gaz de haut-fourneau et, dans le domaine des économies d'énergie, des projets solaires et la généralisation d'éclairages à Led.

Tous ces investissements vont de pair avec un renforcement du lien avec les riverains, invités à rencontrer la direction régulièrement, comme le panel de citoyens du dispositif "Réponses".

À FOS-SUR-MER ET BERRE-L'ÉTANG

LyondellBasell réduit ses rejets

Deux grands arrêts se sont succédé sur les sites du groupe installés à Fos-sur-Mer et Berre-l'Étang. Deux périodes destinées à la maintenance et aux investissements, qui étaient les plus importantes dans l'histoire de ces deux sites.

Dans les vingt dernières années, la direction de LyondellBasell affiche une réduction de 80% de l'émission des COV (composés organiques volatils). Une action qui s'est poursuivie par exemple à

Berre, avec des investissements de l'ordre de 100 millions d'euros, lors du grand arrêt, pour optimiser et réduire ces émissions. "Ce qui est passé, détaille la direction, par des actions sur les émissions fugitives. Plus de 250 vannes ont été changées et pour optimiser la combustion, un nez de torche dernière génération a été installé."

Pour mieux expliquer le recours à cette torche, un clip pédagogique a été mis en ligne (clip.que

www.dispositif-reponses.org). Ce qui permet aux riverains de mieux en percevoir l'importance, même si quelques épisodes ont marqué leur vie quotidienne ces derniers mois. Avec la modernisation des chaudières et le changement d'alimentation des combustibles, les rejets de dioxyde d'azote et de dioxyde de soufre, principales émissions du site de Berre, sont en diminution constante.



LyondellBasell a mené deux arrêts d'importance à Fos puis Berre. /PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

DÉVELOPPER LES TRANSPORTS ÉLECTRIQUES

À Istres, 28 bornes et des aides à l'achat d'un véhicule

Face au changement climatique, comme au coût des carburants, l'essor des véhicules électriques est incontestable, surtout dans les villes qui ont su se doter d'infrastructures et d'une politique globale en la matière. C'est le cas à Istres, où ce développement est pensé depuis 2014, et aboutit aujourd'hui à son développement continu.

"En 2014, indique Yves Garcia, adjoint au maire délégué à l'environnement, à l'écologie et au cadre de vie, nous avons commencé à travailler sur ce sujet avec un bureau d'études et les services municipaux. À l'époque, ce n'était pas encore très répandu et on a mis deux ans pour construire un plan global, à la demande du maire François Bernardini. Il voulait qu'on mène le dossier dans sa totalité, et il avait raison."

Choisir des bornes rechargeables, déterminer leur puissance, leur installation, c'est le premier dossier qui a été porté, avec une mise en place qui s'est concrétisée en 2016 et 2017. "Ce projet global a non seulement été subventionné par l'Ademe, à hauteur de 168 000€ sur un total de 400 000€, mais il nous a valu aussi



À Istres, 28 bornes doubles ont été installées pour permettre la recharge rapide des véhicules en ville.

(PHOTO ARCHIVES P.M.)

de recevoir, au Conseil économique, social et environnemental, à Paris, le prix de l'énergie citoyenne. En 2017, nous étions la première ville en France à afficher une telle densité de sites en charge accélérée: 28 bornes doubles, soit un total de 56 points de recharge de 22 kWh chacun."

Les bornes installées, restait à encourager les habitants à choisir l'énergie électrique, autant pour leur voiture que pour leur vélo. Et là, pas de secret, c'est en favori-

sant le pouvoir d'achat, via une subvention municipale, que la mairie a accéléré leur développement: "La première délibération du conseil municipal, en juillet 2017, portait sur 50 voitures neuves et 50 vélos électriques." Et l'aide se portait à 1 500 € pour une voiture, 150 € pour un vélo. Des sommes qui pouvaient s'ajouter à la prime de 5 000 € du Conseil départemental, arrêtée en janvier 2022, aux 6 000 € de l'État, ainsi qu'à la possible prime à la

conversion, plus connue sous le nom de prime à la casse, d'un montant de 2 500 €.

L'enveloppe n'a fait qu'augmenter depuis, avec, pour 2021, 150 voitures électriques neuves ne dépassant pas un prix d'achat de 45 000 € et 250 vélos. "Au total, depuis 2017, la Ville a subventionné l'achat de 415 voitures électriques et 610 vélos électriques." Une belle satisfaction, d'autant que ces "primes" touchent de nombreuses catégories de la population. "C'est vraiment disparate, ajoute l'adjoint au maire. Bien sûr, on a davantage de jeunes pour les vélos et des tranches d'âge à partir de la trentaine pour les voitures, mais il n'y a pas de profil type d'acquéreur. Et nous continuons à être très sollicités en mairie, avec un formulaire simplifié mis à disposition des Istresiens."

Et la municipalité a donné l'exemple, passant tous ses véhicules à l'électrique. "Ça yes, notre flotte, soit 250 véhicules, est entièrement électrique, de la voiture de service jusqu'à la balayeuse."

Seuls quelques engins, comme des tractopelles, ne sont pour l'instant pas encore disponibles sur le marché.

DAVANTAGE D'ESPACES VERTS

Miramas remet la nature et même la forêt en ville



Le boulevard Aubanel, une réussite emblématique.

(PHOTO VILLE DE MIRAMAS)

Une ville verte au pays du chemin de fer... C'est l'objectif de la municipalité de Miramas qui s'est lancée dans une multitude de projets pour reverdir la ville. La réussite emblématique, c'est la transformation du boulevard Aubanel, ancienne artère à deux fois deux voies, désormais remplacée par la voie rapide qui contourne la ville. Sur cet axe important, 80 % de la surface ont été désimperméabilisés. Et il suffit d'y passer, en voiture, à vélo ou à pied, pour mesurer le changement: des jardins, des aires de repos bordées par des plantations ont permis à cet axe de retrouver une nouvelle vie.

"Miramas, c'est 65 % de zones naturelles et agricoles, détaille le maire Frédéric Vigouroux. Jusqu'en 2026, nous avons le projet de planter 700 nouveaux arbres, de créer une cinquantaine de jardins partagés ou familiaux et de végétaliser 5 000 m² de surface dans les écoles de la ville." Trois premières écoles devraient en bé-

néficier en 2023, et tous les types de quartiers sont concernés par ce retour de la nature: "Des projets d'écoquartiers se dessinent pour La Maille 1 et 2, alors que des sentiers de randonnée et des parcours sportifs vont intégrer le domaine de Cabasse et Belleval, le poumon vert de la ville." Créer des îlots de fraîcheur, lutter contre le réchauffement climatique, mais aussi recréer du lien social, ce sont les bénéfices de ces actions qui préservent la biodiversité tout en dynamisant la convivialité.

Alors que l'essentiel des espaces verts de la ville sont désormais alimentés en eau brute, d'autres projets prennent des contours ambitieux, comme la plantation d'une petite "forêt urbaine", prévue cet automne dans le quartier du Monteau. Et pour mieux connaître, et mieux protéger la faune et la flore locales, un atlas de la biodiversité communale sera lancé au printemps prochain.

ELLES SONT IMPLIQUÉES DANS LE DISPOSITIF

Carte blanche à trois associations

Elles font partie du comité de pilotage du dispositif "Réponses". À ce titre, les associations ont un rôle essentiel à jouer et peuvent faire part de leurs préoccupations directement à des interlocuteurs institutionnels, comme l'État ou les collectivités, mais

aussi aux industriels. Des échanges qui ont permis de faire progresser la prise en compte de leurs observations, elles qui sont en prise directe avec la population des 21 communes concernées.

Dans le cadre de ce supplément rédaction-

nel consacré à "Réponses", nous avons choisi de leur poser les trois mêmes questions, simples, et de leur donner carte blanche, dans le contenu de leurs... réponses. L'Étang marin, Éco Relais et FNE-Paca, toutes impliquées dans le dispositif, se sont prêtées au jeu.

BERNARD NICCOLINI

Président de la coordination L'Étang marin

■ Pourquoi avez-vous décidé de vous associer à ce dispositif ?

La coordination de L'Étang marin est adhérente au SPPPI et milite pour la prévention des pollutions industrielles depuis de nombreuses années. Lorsque le dispositif "Réponses" a été initié en interne, c'est tout naturellement que nous avons souhaité y être associés. Le rapprochement avec les industriels au travers du GMIF (Groupe maritime et industriel de Fos), les collectivités territoriales, l'État et les établissements publics, les associations, les salariés, le panel citoyen et un comité d'experts, permet un travail d'équipe remarquable. Tous ces "savoirs", qui travaillent ensemble et simultanément, sont une grande richesse qui nous permet d'espérer obtenir des résultats à la hauteur des attentes des 300 000 habitants du territoire.

■ Quel rôle y jouez-vous ?

La coordination L'Étang marin a intégré le Copil (comité de pilotage) de "Réponses" en début d'année 2022. Les associations jouent le rôle d'animateur dans le dispositif "Réponses". Autant dire que s'il est



Les associations sont partie intégrante du dispositif "Réponses".

/PHOTO DR

important de rassembler tous ces "savoir-faire", il est également très important et de notre devoir de les "faire savoir" aux populations qui sont en attente d'informations et de résultats.

■ Quelles sont les évolutions que vous préconisez pour l'avenir de "Réponses" ?

En premier lieu, il est impératif de pérenniser le SPPPI en recher-

chant des financements plus importants, en renforçant les relations avec les partenaires et en cherchant à augmenter le panel des partenaires par exemple. Ensuite il nous faut pérenniser les acquis, puis développer des missions nouvelles répondant aux besoins locaux. Enfin, améliorons encore la communication au sens large afin de mieux faire connaître le SPPPI et son dispositif.

Gregoire Atichian FNE-Paca

■ Pourquoi avez-vous décidé de vous associer à ce dispositif ?

Je suis membre de FNE-Paca, je milite pour l'écologie et, au premier titre, pour les sujets santé/environnement et le réchauffement climatique. J'ai été élu par mes pairs au CA du SPPPI. Et la suite logique était de participer au dispositif "Réponses".

■ Quel rôle y jouez-vous ?

Le rôle spécifique des associations est de présider le groupe de suivi des fiches actions, veiller à ce que les fiches soient compréhensibles, veiller à leur pertinence, veiller à leur mise en œuvre par les émetteurs et à l'avancement des réponses. Il va sans dire que les associations participent au comité de pilotage de "Réponses".

■ Quelles sont les évolutions que vous préconisez pour l'avenir de "Réponses" ?

Élargir la zone d'action, par exemple à la région Gardanne-Sep-tèmes, avec plusieurs industriels tels que Gazel, Altéo, Lafarge et SPI Pharma.

RENÉ TASSY

Président d'Éco Relais Côte bleue/sud étang de Berre

■ Pourquoi avez-vous décidé de vous associer à ce dispositif ?

L'association Éco Relais Côte bleue/sud étang de Berre, que je préside, est adhérente au SPPPI depuis plus d'une dizaine d'années. Ce sont les associations qui, au sein du SPPPI, sont à l'initiative de "Réponses". Nous sommes partis du constat que le SPPPI travaillait en autarcie, certes en faisant avancer les échanges entre les divers collègues sur les sujets concernant les pollutions industrielles, mais qu'il ne répondait pas assez aux inquiétudes grandissantes des populations sur la qualité de l'air et ses conséquences sur la santé. C'est comme cela,

qu'avec la validation des différents collègues, le dispositif "Réponses" est né. Son but, concerter avec la population et mettre en place des actions efficaces, portées par les acteurs des différents collègues, afin de réduire les pollutions et répondre ainsi à ces inquiétudes et attentes.

■ Quel rôle y jouez-vous ?

Les associations jouent un rôle central, dans le suivi du processus et de validation des actions, face aux attentes exprimées par les citoyens et les citoyennes. Le groupe de travail, de lecture des fiches émises par les porteurs des actions, est présidé par les associations. Le panel des ci-

toyens volontaires est totalement impliqué dans ce suivi et apporte sa propre analyse sur le déroulement du processus.

■ Quelles sont les évolutions que vous préconisez pour l'avenir de "Réponses" ?

Je n'oublie pas que dans le sigle SPPPI Paca, il y a Paca. C'est pour cela, qu'avant de travailler sur d'autres thèmes en matière de pollutions (autres que la pollution de l'air), je pense qu'il faut travailler sur d'autres zones qui sont aussi demandeuses pour la mise en place de cette démarche, comme la zone d'activité de Gardanne.

La Provence

COMMENT PARTICIPER AU DISPOSITIF "RÉPONSES"

Des rencontres, un site...

Pour développer encore son impact auprès de la population des 21 communes de l'arrondissement d'Istres (*), le dispositif "Réponses" se démultiplie, et poursuit des échanges via différents canaux. Si les temps essentiels font l'objet d'articles réguliers dans les colonnes de *La Provence*, le site internet dédié (www.dispositif-reponses.org) permet d'avoir une connaissance exhaustive de l'historique du sujet, de l'actualité en cours et des bases sur lesquelles ont été construites cette réflexion et ces actions d'ampleur. On peut s'abonner à une newsletter, ou encore suivre "Réponses" sur une page Facebook dédiée.

Au printemps dernier, "Réponses" est retourné à la rencontre des habitants pour recueillir de nouvelles préoccupations en termes de pollution de l'air et faire connaître la démarche. Il ressort de ces échanges avec les populations, un avis positif de ce dialogue initié depuis trois ans entre les acteurs du territoire et les habitants. Aujourd'hui, conforté par ces résultats, "Réponses" lance un nouveau temps de dialogue avec les citoyens pour consolider ce dernier et poursuivre les actions du dispositif. À

l'occasion de la Journée nationale de la qualité de l'air, tous les habitants et usagers du territoire des 21 communes sont invités à participer à des ateliers participatifs pour débattre ensemble, avec les acteurs du territoire, des actions concrètes contre la pollution de l'air en réponse aux préoccupations des citoyens, autour de deux thèmes: "Réduire les pollutions industrielles" et "Connaître l'impact santé/environnement". Trois dates sont prévues: le 13 octobre de 18 h à 20 h à Berre-l'Étang sur le site LyondellBasell, salle Flo-

ry, poste de garde Aubette, chemin départemental 54, 13130 Berre-l'Étang; le 14 octobre de 18 h à 20 h à Istres, au château des Baumes, 48, boulevard Dethez; et le 15 octobre de 10 h à 12 h à Martigues, au cinéma La Cascade, 35, cours du 4-Septembre. Ces ateliers sont ouverts à tous, gratuits, sur inscription préalable à contact@dispositif-reponses.org.

(* Berre-l'Étang, Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Ensus-la-Redonne, Fos-sur-Mer, Gignac-la-Nerthe, Grans, Istres, Marnagnane, Martigues, Miramas, Port-de-Bouc, Port Saint-Louis, Rognac, Le Rove, Saint-Chamas, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Vitrolles.

Toutes les informations sur www.dispositif-reponses.org

**POLLUTION DE L'AIR,
TOUS CONCERNÉS,
TOUS MOBILISÉS !**



Rejoignez le dispositif
"Réponses"
sur Facebook



**ATELIERS PARTICIPATIFS
DU 13 AU 15 OCTOBRE 2022
BERRE L'ÉTANG, ISTRES & MARTIGUES**

Le SPPPI PACA vous invite à des ateliers de travail participatifs pour débattre ensemble, avec les acteurs du territoire, des actions concrètes contre la pollution de l'air en réponse à vos préoccupations.



Des préoccupations
sur la pollution de l'air?
Les réponses sont
peut-être ici

**« Réduire les pollutions industrielles »
« Connaître l'impact santé/environnement »**

Ateliers gratuits et ouverts à tous sur inscription préalable par mail à contact@dispositif-reponses.org



Martigues: l'environnement préoccupation citoyenne

ENVIRONNEMENT

🕒 15/10/2022 À 10H15

🕒 00:28



U. Téchené



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

À l'occasion de la journée nationale de la qualité de l'air, les habitants et usagers du pourtour de l'étang de Berre sont invités à [débattre ensemble](#), avec les acteurs du territoire, pour réfléchir à des actions concrètes contre la pollution de l'air en réponse aux préoccupations des citoyens



Martigues : « Réponses » pour agir en faveur de l'environnement

ENVIRONNEMENT

🕒 15/10/2022 À 16H30

🕒 02:00



1/1 Martigues : « Réponses » pour agir en faveur de l'environnement



U. Téchené



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

Après bientôt 4 ans d'existence, le dispositif « Réponses » du S3PI - qui récolte les attentes des citoyens en matière environnementale - continue son travail de concertation, déclencheur de plans d'actions auprès des acteurs territoriaux



▶ Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI-PACA



▶ Jérôme Sambussy, membre d'Alternatiba Ouest Etang de Berre

Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (S3PI) a lancé le dispositif « Réponses » [en janvier 2019](#). Si bien des personnes et associations ont douté du sérieux de la méthode, à juste titre au regard de l'histoire industrielle avec son dédain de la parole citoyenne et de démarches en trompe-l'œil, force est de constater que « Réponses » continue [son travail de fourmi](#).

Ce samedi matin une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel pour cet atelier. Peu importe la thématique du moment, l'idée principale reste la concertation avec les citoyens afin de faire déboucher des nouvelles réglementations et de nouvelles recherches. A l'exemple d'AtmoSud : comme l'a expliqué son responsable dans son intervention, l'organisme de surveillance de la qualité de l'air mesure depuis 2 ans [les nanoparticules](#) ; d'autre part, il a développé une application smartphone [et internet](#) qui permet à toute personne de signaler une nuisance visuelle, olfactive ou sonore. Qui n'est pas sans faille, et les quelques usagers de l'appli présents dans la salle l'ont fait remarquer, comme cette habitante de La Couronne : « *Il m'arrive de signaler des odeurs selon la météo. Mais je n'ai aucun retour de mon signalement ! Je ne sais pas si c'est dangereux ou pas, normal ou pas... Il faudrait connaître le pourquoi sinon nous allons nous laisser* ». A n'en pas douter des améliorations viendront.

Sont intervenus aussi le président d'[Environnement-Industrie](#), association d'industriels et la responsable du [service Santé-Environnement](#) du Centre Intercommunal d'action sociale du Pays de Martigues. Présenter leurs travaux, leurs champs de compétences... et communiquer, encore et toujours. Pour les citoyens qui ont du mal à s'informer, ce n'est pas que l'information n'existe pas, c'est que la bonne info est difficile à trouver dans la jungle médiatique !

Quant à connaître les 200 actions en cours ou réalisées au travers du dispositif « Réponses », il suffit de [cliquer ici](#) ! Ci-dessus en vidéo la déléguée générale du SPPPI-PACA Gwenaëlle Hourdin et Jérôme Sambussy, membre d'Alternatiba Ouest Etang de Berre.

< Maritima 🔍

Publications À propos Photos ▼ Mentions

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

 **Maritima** 19 h · 🌐

Martigues : « Réponses » pour agir en faveur de l'environnement ↴



maritima.info

Martigues : « Réponses » pour agir en faveur de l'environnement - Maritima.Info

L'information sur la qualité de l'air passe en mode numérique

Des applications pour smartphone et des sites internet sont en développement permanent

Elles s'appellent "Mask-air", "AirDiams" ou encore "Signal'Air". Ce sont trois applications pour smartphone, reliées à des sites internet, facilement utilisables, gratuites, et développées par des scientifiques pour permettre au grand public de s'informer de la qualité de l'air qui les entoure. Les trois débats proposés par le dispositif "Réponses", en fin de semaine dernière, lors des journées de la qualité de l'air, et une conférence donnée mercredi soir à la Maison du tourisme, avec d'éminents professeurs de médecine, ont permis d'en savoir davantage sur elles, et de faire le point sur les avancées en la matière.

► MASK-AIR

Développée sous la baguette de Jean Bousquet, allergologue montpelliérain de renommée mondiale, l'application "mask-air" est d'ores et déjà utilisée par environ 60 000 personnes, et traduite dans une vingtaine de langues. Elle permet notamment aux asthmatiques, comme aux allergiques, de faire état de leurs symptômes du jour, à travers quelques questions simples, et peut être utile dans le traitement de leurs pathologies. "Et surtout, indiquait le professeur Jean Bousquet mercredi dernier à la Maison du tourisme, elle peut être une aide précieuse pour le médecin. Avec une telle base de données personnalisée, il pourra proposer des traitements adaptés, les modifier, ou encore prescrire une désensibilisation".

Étape suivante dans ce travail déjà fort de plusieurs années de suivi scientifique, les prévisions permettant d'annoncer aux patients la conduite à tenir le lendemain, en fonction de l'apparition des allergisants, notamment ceux issus de la saison des pollens, de janvier à mai.



L'application "Air Diams", sur smartphone, est reliée à un boîtier qui analyse l'air ambiant. Il a été présenté aux professeurs Denis Charpin et Jean Bousquet (assis de dos), à la maison du tourisme. /PHOTO E.G.

DES CONSEILS

Le professeur Charpin, présent mercredi à la maison du tourisme pour cette conférence sur la santé et l'environnement, a donné quelques conseils pertinents aux personnages allergiques au pollen. Des recommandations connues, comme éviter de faire du sport à l'extérieur en pleine période d'allergie, ou éviter de trop aérer son logis dans ces mêmes conditions, ou encore d'éviter son linge à l'extérieur. Se laver les cheveux en rentrant le soir est aussi utile.



Sébastien Mathiot, d'Atmosud, a présenté l'application "Signal'air" lors d'une réunion du dispositif "Réponses". /PHOTO E.G.

"Mask-air" est intégré au projet "mask@paca" et à une étude baptisée "Mistral" cherchant à faire la relation entre pollution et allergies. Ses premiers résultats seront divulgués en janvier prochain par la société "Kyo-med innov", et permettront, là encore, d'établir des prévisions et de donner de bons conseils aux patients allergiques évoluant dans un environnement pollué. L'étude s'est intéressée aux trois territoires différents de l'étang de Berre, très industrialisé ainsi qu'aux villes de Marseille et d'Aix-en-Provence, concernées par la concentration urbaine, et du trafic qui s'y manifeste.

► AIR DIAMS

Un capteur "Diams" relié à un site internet: c'est le principe de ce dossier porté par la Métropole, qui permet à chacun de mesurer en temps réel la qualité de l'air qui l'entoure dans son quotidien, autant chez soi, au travail ou au cours de ses trajets. 2 000 capteurs circulent dans le territoire métropolitain, et sont prêtés pendant trois mois aux volontaires. L'application, reliée aux boîtiers, permet d'avoir des informations sur la qualité de l'air ambiante, et sur ses prévisions.

► SIGNAL'AIR

Cet outil récent a été présenté samedi matin lors d'une réunion du dispositif "Réponses" au cinéma La Cascade par Sébastien Mathiot, d'Atmosud. Son objectif est de permettre à chaque habitant de signaler des nuisances, en étant géolocalisé. Odeurs incommodes, irritations, toux, bruit, tout est analysé par Atmosud, qui relaie le fruit de ces observations aux autorités de santé. À elles d'adapter des dispositifs d'alerte idoines.

Eric GOUBERT

A suivre

Le "parc de la tortue" officiellement baptisé. Il s'appelait "parc du Gour", même si tout le monde l'appelait déjà "parc de la Tortue". Ce sera désormais son nom officiel, que les élus ont approuvé à l'unanimité vendredi au conseil municipal. Le parc, situé à Figuerolles, à côté du club de tennis, propose de nouveaux ateliers depuis cet été, comme une aire de jeux ou une piste dédiée à l'apprentissage de la trottinette pour les plus jeunes. Il sera inauguré mercredi à 14 h, et bénéficiera à cette occasion d'animations proposées par l'association "All road family" et par les enfants qui pratiquent le BMX au sein des centres d'initiations sportives (CIS).

L'AGENDA AUJOURD'HUI

● **MairieBus.** Présence du CIAS pour des informations, démarches, et inscriptions à l'aide au chauffage, à Canto/4 Vents, place R.Desnos, de 9 h 30 à 12h; et à Notre-Dame des Marins, place Centrale, de 14 h 30 à 17h.

● **Exposition "L'univers microsillons".** Réalisée à partir des planches de l'album "Microsillons" du dessinateur et bédéiste martégale Yann Madé, visible à la médiathèque Louis-Aragon, jusqu'au 22 octobre, tous les jours d'ouverture de 10h à 18 h 30.

DEMAIN

● **Marché des producteurs.** Centre-ville de Ferrières, place Jean Jaurès et rue Jean Roque, de 16h à 19h.

MERCREDI

● **Exposition "Les donations de Charles-Eric Siméoni 1996-2021".** Présentée au Musée Ziem, jusqu'au 29 janvier 2023. Entrée libre et gratuite, du mercredi au dimanche de 14h à 18h.
→ Renseignements au ☎ 04 42 41 39 60.



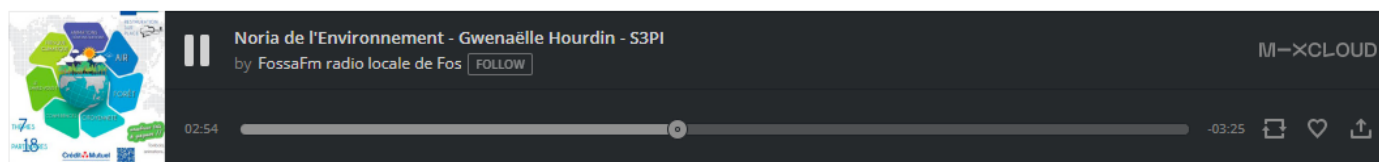
NORIA DE L'ENVIRONNEMENT - S3PI, INSTITUT ÉCO-CITOYEN, ADPLGF

Plus que quelques jours avant la première Noria de l'Environnement qui aura lieu on vous la rappelle samedi 22 octobre à la Maison de la Mer et du Sport. Nous y serons d'ailleurs pour un quizz vrai/faux aux côtés de nombreux intervenants dont plusieurs qu'on vous présente aujourd'hui

Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du S3PI PACA, venue parler du projet « Réponse », ils tiendront un point d'informations. Leur but, c'est d'apporter des réponses sur la qualité de l'air à la fois avec les habitants du secteur et les associations.

Daniel Moutet, président de l'association ADPLGF, il va faire une démonstration de pilotage du drone qui récupère les micros particules d'air des alentours.

L'institut Éco-citoyen avec Philippe Chamaret, le directeur de l'institut de Fos-Sur-Mer. Ils tiendront un stand où ils analyseront l'air des alentours grâce aux végétaux qui ont poussé à son contact.



SPPPI : faire cohabiter les industries et la population...

ENVIRONNEMENT

🕒 18/11/2022 À 13H00

🕒 00:32



1/1 SPPPI : faire cohabiter les industries et la population...



D. Gesualdi



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

Dans quel environnement vivons-nous? Quels sont les impacts de la production industrielle sur la santé ? Que peuvent faire les habitants?



C'est à ces questions que nous vous proposons de tenter de répondre aujourd'hui avec notre invitée, Gwenaëlle Hourdin, du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions et des risques Industriels, le S3PI.

L'association fête cette année ses 50 ans dans notre région.

Gwenaëlle Hourdin répond aux questions de Didier Gesualdi.

FOS - ÉTANG DE BERRE
Pollution: le SPPPI toujours indispensable P.5

LE MÉDECIN RECONNAÎT UNE "ERREUR"
L'ophtalmo a-t-il rendu son patient aveugle? P.1

La Provence

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

Mardi 22 novembre 2022



Football - Coupe du monde (1^{ère} journée) France - Australie (20h)
Champions du monde en 2018, les Bleus de Deschamps, Griezmann et Giroud remettent leur titre en jeu à partir d'aujourd'hui. Malgré les absences de Benzema, Pogba ou Kanté, les voilà lancés à la conquête d'une troisième étoile... P.22 à 25

Le monde est à eux!



Le stade Al-Janoub dans le sud de Doha.
/PHOTOS AFP & MAXPPP

ÉCONOMIE
Ils sont nos leaders de demain



Marie Tors (Graffin)
/PHOTO DR

+ Le classement
Choiseul des 100 jeunes patrons de la région
10 pages 100% éco

À la découverte des fonds marins



Port-de-Bouc crée un sentier sous-marin, entre les plages des Combattants et d'Aigues-douces, pour mettre en lumière les richesses de son littoral. /PHOTO R.M. P.4

ISTRES
L'importance des droits de l'enfant P.6

SOCIÉTÉ
Chômage: l'exécutif durcit les règles P.11

NOTRE DOSSIER
Corrida: stop ou encore? P.2 & 3



/PHOTO JÉRÔME REY

IMMIGRATION
La future loi inquiète les ONG P.111

MARIGNANE
Saint-Nicolas fait peau neuve P.7



/PHOTO M.B.

MUSIQUE ENTRETIEN
Anne Sila, sa vie après "The Voice" passe par Marseille P.33



/PHOTO YVES SALVAT - MAXPPP

L'INITIATIVE

"Orangez votre ville"

Si le 25 novembre est la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ce combat de tous les jours s'étend à toute la semaine. C'est pour-quoi, jusqu'au 27 novembre, la couleur orange sera mise à l'honneur. Une initiative du Zonta club de Martigues étagé de Berre, dans le cadre de la campagne portée par l'ONU "Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes". Avec cette opération "Orangez votre ville", tous les monuments symboliques seront donc éclairés avec la couleur symbolique d'un avenir meilleur. /PHOTO N.G.A.



CINÉ-RENCONTRE

Avant-première avec P. Lioret

Le réalisateur Philippe Lioret sera de passage à la Cascade mercredi soir pour l'avant-première de son dernier film 16 ans. Nora et Léo se rencontrent le jour de la rentrée en classe de Seconde. Leurs regards s'enchâssent et tout est dit, seulement leurs différences s'exacerbent et le chaos entre leurs deux familles va s'installer... L'occasion de découvrir cette pépite et de rencontrer le cinéaste de renom, à qui on doit *Je vais bien ne t'en fais pas*, *Welcome* ou encore *Toutes nos envies*. /PHOTO DR
→ Ciné rencontre à la Cascade mercredi à 16 h. www.cinemartigues.com.



50 ans après, l'industrie cherche toujours à convaincre

Des projets qui se chiffrent en milliards d'euros face à la défiance des populations : le thème était au cœur des 50 ans du secrétariat permanent pour la prévention des pollutions (SPPPI)

Aceptabilité. Le terme est lâché, va être répété à l'envi dans les mois et années qui viennent, et fait déjà débat. Cette "acceptabilité", c'est désormais celle de l'industrie, et de ses multiples projets qui vont accompagner sa décarbonation, cette transition énergétique qui aura bien des vertus, mais qui va s'accompagner par une phase de création de nouveaux sites, dédiés en grande majorité à la production d'hydrogène. "Capter et recycler le CO2", voilà qui ne va pas se faire d'un coup de baguette magique, mais plutôt au prix de nombreux chantiers.

Face à ce changement majeur, qui sonne comme un tournant, l'industrie se retrouve confrontée à un défi : faire passer le message auprès des populations. Dont "l'acceptabilité"

Le débat autour de "l'acceptabilité" de l'industrie est lancé.

de l'industrie a bien changé en 50 ans.

50 ans qui correspondent au premier demi-siècle du "Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI)", fêtés lors d'un séminaire aux multiples enseignements, vendredi dernier à Aix-en-Provence. Le premier enseignement, c'est bien que le "SPPPI Paca" est l'un des plus actifs du genre, sans doute parce qu'il a pu s'affranchir de la tutelle de l'État pour devenir une association, guidée par la déléguée générale Gwenaelle Hourdin, apte à prendre de la hauteur pour organiser des formes de concertation originales et efficaces, comme l'est



Les responsables associatifs, comme ici René Tassy (Eco-Relais, FNE), n'ont pas manqué d'intervenir lors du séminaire fêtant les cinquante ans du SPPPI Paca. /PHOTO E.G.

le dispositif "Réponses". Après avoir prôné "une confiance lucide", c'est sur le thème "Ensemble choisissons l'avenir" qu'il se positionne désormais. "Le défi des 30 années qui viennent", indiquait Jean-Michel Diaz, président du GMIF, l'antenne de l'UPE dans la zone Fos-Berre, c'est pour les industriels de développer les projets dans le timing prévu. Dans les 10 ans à venir, les investissements prévus avoisinent les trois milliards d'euros. Transformer notre modèle industriel ne pourra se faire en revanche qu'en lien avec les populations", les associations, les syndicats. "Savoir en parler et accepter les retours négatifs", comme le pré-

conisait Jean-Jacques Blanc, syndicaliste (FO). Préserver la santé, "puisque c'est la préoccupation essentielle des gens", insistait Ginette Vastel (FNE), ce sera essentiel, "tout en veillant à ce que cela ne se fasse pas au détriment de l'économie, en veillant au respect de l'intérêt collectif", observait Marc Bayard, président de l'association "Environnement industrie".

Tout un programme qui ne pourra être mis en œuvre qu'avec un SPPPI Paca mieux doté. L'annonce de l'adhésion de la Ville de Marseille au dispositif a été vécue à ce sujet comme un soulagement.

Eric GOUBERT

FNE : "échanger d'égal à égal"

Vice-présidente de l'association France Nature Environnement (FNE), où elle est spécialement investie du risque industriel, Ginette Vastel tient à insister : "Aujourd'hui, les gens ne sont plus disposés à se laisser imposer quelque chose, ils veulent échanger en amont et d'égal à égal avec les industriels, l'État, les responsables d'un projet. Le SPPPI, c'est une bonne structure pour déminer les projets avant qu'ils ne soient lancés." Invitée lors de ce séminaire à dialoguer avec des industriels ou des représentants de l'État, la vice-présidente d'une association très engagée en est convaincue : "la sortie des énergies fossiles ne pourra se faire qu'en dialoguant avec les populations."

LES "FAKE NEWS" POUR APPROFONDIR

"Savez-vous combien de fois en moyenne, par jour, vous consultez votre smartphone ?" La question a été posée en clôture du séminaire par Thomas Huchon, journaliste spécialiste des "fake news", lors d'une prise de parole qui a captivé l'auditoire. Et la réponse a étonné : "241". Autant dire que cet outil a clairement modifié notre façon d'agir, de réagir, voire de réfléchir (ou pas). "Quand vous recevez une alerte, vous perdez instantanément 10 points de QI. C'est momentané, mais ces "pushs" agissent sur la partie émotive du cerveau. Le temps qu'il passe à la partie réflexive, vous avez perdu ces 10 points." Les réseaux sociaux ne sont pas en reste, eux qui ont changé notre façon de penser : "on aime ou on n'aime pas, c'est différent d'être d'accord ou pas d'accord, et de construire une argumentation." Cette argumentation utile pour déconstruire des fake news, ces fausses nouvelles diffusées comme autant de vérités incontables par des spécialistes en la matière. E.G.
→ "Anti fake news", par Thomas Huchon et Jean-Bernard Schmidt. Éditions First. 15€

L'AGENDA

AUJOURD'HUI ● Art et histoire. Visite commentée "Reliques et reliquaires à Martigues", avec le service Art, Histoire et Archéologie, pour découvrir l'art sacré à partir de l'exemple des reliquaires présents, en l'église Saint-Louis d'Anjou de Ferrières, à 16 h 30. Gratuit, sans inscription.
→ Renseignements au ☎ 04 42 49 03 30.

● **Soirée Algérienne.** Présentation du livre "Guide du Marseille colonial" à 18h, repas algérien à 20h, au Rallumeur d'étoiles, quai Brescon. Entrée libre, adhésion obligatoire.
→ www.rallumeurdetailles.com

● **Exposition "Les violences conjugales dans les films"**. Réalisée par la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité d'Île de France, visible à la médiathèque Louis Aragon, jusqu'au 26 novembre.

● **Exposition "Les Cyberviolences : les femmes en premières lignes"**. Réalisée par le service Prévention éducative et accès droit de la ville, visible dans le hall de l'hôtel de ville, jusqu'au 26 novembre.

● **Exposition "Fais pas genre"**. Créée par l'association Résolantes avec le docteur Muriel Salmona, visible au centre hospitalier, jusqu'au 26 novembre.

DEMAIN ● Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes. Atelier "E. Réputation, identité numérique et protection" à la Maison de la formation et de la jeunesse, à partir de 14h.
→ Sur inscriptions au ☎ 04 86 51 40 17.

● **Jeux du Rallu.** Jeux de cartes, société, stratégie, au Rallumeur d'étoiles, quai Brescon, à 16h.
→ www.rallumeurdetailles.com

● **Lecture-spectacle.** Proposée par la librairie l'Alinéa, la Maison des jeunes et de la culture et "Autres et pareils" ; "La Verte tra Versée" par le trio "En Roue Libre" à la librairie l'Alinéa, rue Jean-Roque, à 19h. Lecture suivie d'une signature du livre par Brigitte Palaggi et Olivier Domerg. Entrée libre.
→ Réservations au 04 42 42 09 55.

SPPPI Paca : 50 ans d'engagement à capitaliser pour une industrie mieux acceptée



Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur a célébré son demi-siècle le 18 novembre à Aix-en-Provence. Sa capacité à nouer le dialogue avec les populations pourrait servir de socle à de futurs débats sur la place de l'industrie dans des territoires urbanisés.



Pour Jean-Jacques Blanc (FO) et Jean-Michel Diaz (GMIF), le SPPPI Provence-Alpes-Côte d'Azur peut expliquer aux citoyens les enjeux de l'industrie pour « discuter et coconstruire ensemble ». (Photo JC Barla)

La réindustrialisation de la France ne se fera pas sans concertation avec les citoyens et leurs élus. La question de l'acceptabilité de l'industrie a évidemment été abordée le 18 novembre à Aix-en-Provence lors des tables rondes du 50^{ème} anniversaire du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Depuis sa naissance en 1972, à titre pionnier en France autour de l'étang de Berre et du golfe de Fos, cette structure réunissant services de l'Etat, collectivités, industriels, syndicats de salariés, associations, n'a cessé de contribuer à mieux identifier, connaître et faire reculer les pollutions industrielles (eau, air, sols...). Un cran supplémentaire dans son ouverture a été franchi en 2012, l'Etat qui le pilotait jusqu'alors acceptant de renforcer son indépendance par une structure juridique propre, sous forme associative, et une gouvernance plus collégiale. « *Le SPPPI pouvait objectiver les débats* » s'avouait convaincu Romain Vernier, alors à la DREAL, qui avait promu cette évolution en espérant accroître l'écoute mutuelle dans l'appréhension des problématiques de risques et de pollutions. Ce nouveau mode de fonctionnement a permis de revitaliser son rôle, sous l'impulsion de sa directrice générale, Gwenaëlle Hourdin, et d'aboutir à une initiative qui reste unique dans notre pays, le

dispositif « Réponses » sur la qualité de l'air, avec un programme d'actions concrètes portées par ses acteurs eux-mêmes. Pour « l'objectiver » justement, le SPPPI est allé jusqu'à impliquer un « panel citoyen » et à recueillir la perception des riverains de sites industriels sur les parvis des écoles ou les marchés. « *Cela a permis d'aller chercher des gens qui ne participent pas habituellement aux concertations. C'était un enjeu majeur* » souligne Marie-Claude Dhô-Fiandino, directrice adjointe Stratégie Environnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Une opinion partagée par Gérard Ferréol (Environnement Industrie) : « *On est sorti du débat d'initiés où chacun arrive et repart des concertations publiques avec ses convictions* ». « *La collégialité est un moteur essentiel du maintien de la confiance* » ajoute Pierre Aplincourt, ex-président régional de France Nature Environnement (FNE).

Conscience partagée du risque

Le SPPPI peut-il donc faire désormais progresser l'acceptabilité de l'industrie dans la métropole ? Pour Jean-Michel Diaz, président du Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF), c'est indispensable pour trouver le juste équilibre. « *La 1^{ère} urgence est de préserver la planète pour les générations futures tout en assurant le développement économique et social. La méthodologie développée par « Réponses » est imaginable sur l'acceptabilité de l'industrie pour réussir à coconstruire tous ensemble le paysage industriel de demain et les conditions de soutenabilité des projets* ». Ginette Vastel, vice-présidente de FNE, relève que le chemin sera encore long quand on voit le rejet de l'industrie exprimé par nombre de riverains et d'associations dans la concertation publique menée à Gardanne-Meyreuil sur le projet « Hynovera » d'Hy2Gen France. Elle veut néanmoins voir un espoir dans le SPPPI. « *Il regroupe déjà tous les acteurs. C'est idéal pour étudier en amont les projets et déminer les points durs* » dit-elle. Jean-Jacques Blanc, responsable de Force Ouvrière, souhaite que le SPPPI s'empare de dossiers hors de la zone Fos-Berre et sur d'autres thématiques que l'air pour gagner en visibilité auprès du grand public et affirmer son indépendance par le suivi de terrain qu'il sera capable de lui apporter. Il ne s'agit pas de refuser toute industrie, un combat qui serait dramatique pour l'avenir de notre territoire, mais de « se mettre au service d'une culture du risque partagée », comme le résume Anne-Cécile Rigail, cheffe du service des risques à la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR).

Petrochymia 2022 : le GMIF esquisse le futur d'un dialogue plus apaisé sur l'industrie



Est-il possible de « co-construire » avec les citoyens et les élus un horizon pour le développement de l'industrie en Provence ? Avec le sous-préfet d'Istres, le GMIF est prêt à le tenter à titre de « laboratoire territorial ». L'initiative prend forme pour un démarrage en 2023.



Jean-Michel Diaz, Vincent Leroux, Régis Passerieux et Bruno Roche ont posé les critères du nouvel outil de « laboratoire territorial » pour un développement industriel équilibré (Photo JC Barla).

« Projets industriels : la co-construction, une démarche nécessaire au service du développement des territoires », telle était la thématique choisie par le Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF), antenne de l'UPE 13 sur le pourtour de l'étang de Berre, pour la table ronde organisée le 24 novembre sur le salon Petrochymia, dans la halle de Martigues. L'objectif était d'aborder la question de l'acceptabilité de l'industrie en Provence à un moment où, comme l'indique Jean-Michel Diaz, son président, « *si l'on compte tous les projets, environ 6 milliards d'euros d'investissements sont prévus dans les dix ans sur ce bassin* ». Impossible donc de se désintéresser d'une large concertation avec les élus et les citoyens au risque de voir ces projets, capitaux pour la transition énergétique et la réduction des impacts environnementaux, rejetés par la population. Plutôt que d'attendre les consultations chapeautées par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) ou les enquêtes publiques qui peuvent s'avérer fatales à un dossier, comme l'a démontré celle sur l'implantation à Marignane de la société Satys, l'idée est d'agir et dialoguer très en amont avec un dispositif pilote en France, le « Laboratoire territorial de l'industrie Fos-Berre ». Conviés à la table ronde, le sous-préfet d'Istres qui coordonnera cette initiative, Régis Passerieux, Vincent Leroux (Vae Solis Communications), impliqué dans l'organisation de la Convention citoyenne pour le climat, et Bruno Roche,

« Ce Laboratoire ne sera ni une structure juridique, ni une personne morale, ni un lieu de décision ou d'expertise, mais un espace ouvert apte à prendre en compte tous les éléments de connaissance existants pour rendre les projets, pas seulement acceptables, mais souhaitables et désirés » indique Régis Passerieux. Il détecte trois chantiers à la charge de ce Laboratoire expérimental, prévu pour être opérationnel en mars 2023 : « Construire ensemble une culture commune de l'industrie » à partir des forces, des faiblesses et des « seuils de rupture » du territoire, « Elaborer ensemble des scénarios de développement industriel à un horizon de 20-30 ans » que la population et tous les acteurs pourraient s'approprier, et « Industrialiser différemment le temps des projets » par un examen plus en amont, anticipant les questions posées pour mieux y répondre, quitte à explorer des méthodes de « crash-tests » ou de « serious games » pour les améliorer. Le laboratoire intégrera un « caucus citoyen pour travailler de manière continue » assure le sous-préfet qui promet un « tiers-lieu » dédié au sein de l'AFPA à Istres. Pour Jean-Michel Diaz, « il doit être un vrai pilote pour définir la soutenabilité des projets ».

Se donner les moyens de mesurer les progrès

Selon Bruno Roche, la démarche, pour maximiser ses chances de succès, devra reposer sur la définition d'indicateurs précis et partagés pour mesurer ses avancées. « Il est important de bâtir des liens de réciprocité entre toutes les parties prenantes. Si l'impact social et environnemental n'est pas intégré dans la création de valeur d'un projet, le modèle économique ne tient plus. Il faut réinstitutionnaliser le contrat social » assure-t-il. Vincent Leroux voit dans ce « lab » un « formidable défi » parce qu'il peut modifier durablement le rapport au territoire. « Le dispositif « Réponses » sur la qualité de l'air est un socle sur lequel partir. Après, il faudra respecter des critères : se doter d'indicateurs partagés mais aussi s'assurer de la clarté de la question, des réponses apportées et du calendrier. Oser se confronter aux citoyens n'amointrira pas la qualité des dossiers » confie-t-il. Pour Régis Passerieux, il n'y a de toute façon pas vraiment de choix. « Si on n'y réussit pas, il n'y aura pas de réindustrialisation de la France ».

Rédigé par Jean-Christophe Barla, le Jeudi 24 Novembre 2022 | Lu 1311 fois



LE SPPPI PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR DÉMINE LES ÉCHANGES SUR LA PLACE DE L'INDUSTRIE

En 50 ans, le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) s'est évertué à entretenir le dialogue entre Etat, maires, industriels, salariés, citoyens... Tous seraient favorables à voir son périmètre élargi. Reste à savoir comment.

ECONOMIE Killian 25 nov 2022 | 3 minutes

Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) a été le premier créé en France, en 1972, au moment où la zone industrialo-portuaire de Fos montait en puissance. Cinquante ans après, il continue de donner l'exemple, comme l'ont attesté les participants, locaux ou extérieurs, à la célébration de son anniversaire, le 18 novembre à Aix-en-Provence. Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) s'autoqualifie de « seul outil de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement et la santé » en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est dirigé par Gwenaëlle Hourdin qui a notamment porté depuis 2019 avec ses partenaires (Etat, collectivités, industriels, syndicats de salariés, associations, citoyens...) le dispositif « Réponses » sur la qualité de l'air mené sur 21 communes du pourtour de l'étang de Berre.

Lors des tables rondes organisées, les représentants des différents collèges qui le constituent ont loué ses efforts pour des échanges sereins, apaisés et constructifs, sur des thématiques de plus en plus sensibles dans la société. Et ils se sont félicités des progrès accomplis depuis dix ans sur le pilotage plus ouvert de la structure et l'intégration dans les concertations de citoyens qui habituellement ne les fréquentent pas. Beaucoup souhaitent donc qu'il n'en reste pas là !

PLANIFIER POUR MIEUX AGIR

A commencer par son périmètre d'intervention. Même si sa dénomination mentionne depuis longtemps « Provence-Alpes-Côte d'Azur », la majeure partie de l'action du SPPPI reste ciblée sur l'étang de Berre et le golfe de Fos. « Il y a des progrès à faire sur la régionalisation » note ainsi Yves Noack, directeur de recherche au Cerege (centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement), qui voudrait également « une relance du conseil scientifique ». Au nom d'Environnement Industrie, Gerard Ferréol admet cette nécessité d'élargissement, mais tout en restant sur le cœur de cible des pollutions et des risques.

Développement industriel : faire entrer les citoyens dans le jeu

Mi-novembre, deux événements ont mis en débat « l'acceptabilité de l'industrie » par les populations : les 50 ans du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) à Aix-en-Provence et le salon Petrochymia, à Martigues.



Par Jean-Christophe Barla

29 novembre 2022 à 14h00

Face aux inquiétudes des citoyens, les modèles actuels de concertation ne suffisent plus à éviter les tensions et oppositions. Notre région se veut pilote pour expérimenter d'autres approches.

Voulons-nous encore d'un tissu industriel dans notre région ? La question peut paraître absurde, tant il pourvoit à la vitalité économique. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'industrie représente 183 419 emplois directs et 265 958 emplois en dépendent indirectement. En 2021, elle a investi 5,2 milliards d'euros. Elle affichait début 2022 l'intention de recruter plus de 16 200 salariés et pesait 10,7 % de la valeur ajoutée de la région. Désindustrialiser serait donc catastrophique pour l'avenir du territoire et l'insertion professionnelle des jeunes générations. Et pourtant... **À chaque nouveau grand projet industriel qui songe à s'implanter en Provence, émerge des questionnements**, des inquiétudes et de plus en plus des oppositions radicales pour qu'ils ne se concrétisent jamais.

Hy2Gen achève ses réunions publiques dans une ambiance brûlante

Achevée le 21 novembre 2022, la concertation publique sur Hynovera d'Hy2Gen (production de carburants renouvelables à partir de biomasse et d'hydrogène vert) vient encore de le démontrer. Bien que vecteur de transition énergétique et soumis au public très en amont par l'industriel lui-même, cet investissement de 460 M€ pour la reconversion de la centrale charbon de Gardanne/Meyreuil soulève la colère des riverains. **L'industrie n'a plus la cote**, même si la crise COVID a démontré les effets négatifs de son recul en France. Et qu'il **faudra de l'innovation industrielle pour réussir la mutation moins impactante pour l'environnement et la santé** que réclament les citoyens...

Comment donc trouver un équilibre et bâtir une pédagogie sur tous ces enjeux ?

Rompu depuis 50 ans à ces échanges et initiateur en 2019 du dispositif "Réponses" de dialogue sur la qualité de l'air sur le pourtour de l'étang de Berre, le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) a livré quelques pistes à Aix-en-Provence, le 18 novembre, en conviant des représentants de l'industrie, des syndicats, de l'État, des associations, qui participent à ses travaux. Et les 23 et 24 novembre, au salon Petrochymia, le Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF) a remis le sujet en débat, en dévoilant sa volonté, aux côtés du sous-préfet d'Istres, Régis Passerieux, d'**expérimenter une approche complémentaire** avec le Laboratoire territorial Fos-Berre.

Des fondations prometteuses pour bâtir

« Aujourd'hui, il faut prendre la concertation avec les citoyens à bras-le-corps, nous ne reviendrons plus en arrière, d'autant plus que la contestation peut être amplifiée par le relais des réseaux sociaux. Il ne faut pas avoir peur du débat » indique Vincent Le Roux du cabinet conseil Vae Solis Communications, qui a contribué à organiser la Convention Citoyenne pour le Climat. Le SPPPI en atteste avec « Réponses », **le dialogue instauré ayant débouché sur l'engagement d'un programme de 120 actions** que se partagent les différents collègues, sous l'œil vigilant des associations et d'un panel citoyen. S'il n'est pas facile de conserver tout le monde dans le processus, ni d'aller chercher des habitants « lambda » pour les inviter à s'exprimer, l'initiative, unique en France et récompensée nationalement, aide à progresser dans la confiance. *« On n'arrive pas à tout faire, mais au moins, on avance »* indique Jean-Philippe Murru (CGT PACA) pour qui la collégialité a été un vrai levier de changement lorsque l'État a « lâché la bride » du SPPPI.

Le SPPPI pourrait encore s'améliorer, notamment en étendant son périmètre géographique, trop ciblé sur Fos-Berre, ses membres le souhaitent. Ses moyens financiers et humains pourraient être aussi renforcés. Qu'il s'implique dans les réflexions et les concertations sur un meilleur équilibre entre développement économique, environnement et santé, paraît donc quasiment incontournable aux yeux de Gérard Ferréol (Environnement Industrie) : *« Si l'on ne peut plus faire d'implantation industrielle, autant tout délocaliser en Chine ! »*, glisse-t-il ironiquement, pour montrer le besoin d'une approche plus globale.

Réapprendre à construire des compromis

Le **Laboratoire territorial de l'industrie Fos-Berre** appelé à fonctionner à partir de mars 2023 **visé cette ambition collective** et le SPPPI y sera associé, comme un « caucus citoyen », et tous les acteurs qui voudront s'impliquer. L'idée est née d'une sollicitation du Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF) auprès du sous-préfet d'Istres pour chercher les moyens de définir une vision pour le territoire qui soit partagée et appropriée par tous, population incluse. « *La méthodologie de Réponses est imaginable sur l'acceptabilité de l'industrie, confie Jean-Michel Diaz, président du GMIF. Nous pouvons discuter et co-construire ensemble le paysage industriel de demain et les conditions de soutenabilité des projets* ». Pour Ginette Vastel, vice-présidente de France Nature Environnement, tout dépend ce qu'on met sous la notion d'acceptabilité sociale. « *Les gens la rejettent parce qu'ils pensent qu'on veut leur faire accepter le projet, quoi qu'il arrive* ».

Marc Bayard, président d'Environnement Industrie, engagé sur le SPPPI et Réponses, s'avoue convaincu qu'**il est possible de redonner toute sa valeur au mot "compromis" entre toutes les parties**. « *L'intérêt collectif n'est pas la somme des intérêts individuels, un compromis fera toujours des insatisfaits. Par le passé, le développement industriel était prioritaire sur l'environnement, la santé... Aujourd'hui, on peut travailler sur un juste équilibre où aucun ne s'opère au détriment des autres* ». Chargé de piloter ce laboratoire, Régis Passerieux n'entend éluder aucun sujet pour « *construire une culture commune de l'industrie* ». Pour lui, la démarche doit aboutir à préparer « *tous ensemble, martèle-t-il, non pas un, mais des scénarios de développement et une ligne d'horizon claire à 20/30 ans que la population s'approprie parce que le projet aura du sens pour le territoire* ». Il ose même rêver à « *des projets souhaitables et désirés* » qui rendraient **la réindustrialisation possible de la France**. Pour Bruno Roche, directeur d'Economics of Mutuality, il n'y a pas le choix, de toute manière. « *Nous sommes passés d'une économie de rapports de forces à une économie de rapports de réciprocité. C'est un modèle de création de valeur insoupçonné* »...